

PLUS



Les missionnaires du sport

Yihua Li

Page 2

La libérale aux cheveux rouges

Nathalie Rochefort

Page 3



CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 28 AVRIL 2001

La Presse



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Québec, Sommet des Amériques, du 20 au 22 avril. Un périmètre de sécurité clôturé. Devant la grille, une manifestante, sans défense, bras et doigts levés. Derrière, face à elle, une rangée de policiers lourdement armés...

Dans la rue, « full » de jeunes...

Les rebelles et manifestants d'aujourd'hui sont l'image miroir des manifestants de la fin des années 1960



MARIE-CLAUDE LORTIE

« C'est normal qu'on soit rebelles », lance Emily Prelevic, une collégienne de 17 ans. « On est tannés d'être opprimés. Et nous, on est encore capables d'empathie pour la souffrance des autres. Les adultes, eux, sont complètement blasés. »

Élève au Lower Canada College, une école secondaire privée très sélect de l'ouest de Montréal, Emily n'a pas le profil de l'opprimée typique avec son costume d'écolière et ses longs cheveux blonds pas punk du tout du tout.

Mais le week-end dernier, elle est allée protester à Québec et, cette semaine, elle a participé activement à l'organisation d'une conférence à son école, Destin Québec, où étaient invités des gens comme William Watson, professeur d'économie et personnage important de la droite canadienne, et Naomi Klein, journaliste, auteur, militante et figure de proue de la nouvelle gauche mondiale connue.

Bref, pour Emily, la chose publique est une activité qui ne lui inspire pas de « bof ».

À Québec, le week-end dernier, ils étaient des milliers de jeunes comme elle, provenant de milieux différents et venus pour défendre des causes très variées (féministes, écolos, syndicalistes, anarchistes, militants pour les droits des animaux, etc.), mais tous unis contre un projet de traité commercial qui les révolte. Et tous unis autour de la certitude qu'il vaut la peine de descendre dans la rue pour se faire entendre.

On a vu ces jeunes se faire lancer des bombes de gaz lacrymogènes. On les a vus se battre contre une clôture. On a lu leurs pancartes où ils dénonçaient le « KKKapitalisme » et ri en les voyant catapultés de partout sur les policiers. Dans la rue, ils étaient toujours prêts à discuter, avec un vocabulaire plus ou moins riche et des arguments plus ou moins sophistiqués, pour dénoncer la Zone de libre-échange des Amériques et parler du genre de société qu'ils aimeraient (végétarienne, antipatriarcale, réellement démocratique, décentralisée, etc.)

Parfois, ils disaient : « Ben, heu, faut empêcher les Américains de, heu, contrôler la planète, genre, stie. » D'autres fois, on avait droit à de longues tirades sur le chapitre 11, Metaclad, les clauses sur l'accès commercial aux services, les OGM, la protection de la propriété intellectuelle, et la liste n'en finissait plus.

En 1988, quand Brian Mulroney a fait campagne pour faire accepter le traité de libre-échange avec les États-Unis, jamais on ne voyait cela. Les adultes s'engueulaient. Surtout les éditorialistes et les syndicalistes. Mais les jeunes ? Idem quand vint le temps de faire adopter l'ALENA, avec le Mexique. Les jeunes ? Étaient-ils tous en train de jouer à des jeux vidéo ?

Puis vint Seattle, et maintenant Québec, et on a l'impression que les mollusques de marque « dékessé » se sont tous transformés en sous-commandant Marcos, la pipe en moins, quelques tatouages et perçages en plus.

Comme en 1960

En fait, dit David K. Foot, l'économiste-démographe, les jeunes rebelles et manifestants d'aujourd'hui sont l'image miroir des manifestants de la fin des années 1960, dont ils sont peut-être même les enfants.

Ce ne sont pas les enfants des baby-boomers, mais ceux des pré-boomers ou alors des boomers de toutes premières années qu'étaient les soixante-huitards.

Comme les rebelles de la fin des années 1960, les jeunes protestataires du millénaire peuvent se permettre de « perdre » quelques années avant d'entrer de plain-pied dans le « système », parce qu'ils savent qu'il y a une place pour eux : démographiquement, dit M. Foot, ils ne sont pas du tout nombreux.

Simon Langlois, sociologue à l'Université Laval, croit de son côté qu'il faut relire Tocqueville pour trouver une explication au phénomène de ce retour à la mobilisation publique de certains jeunes. Parce qu'il observe effectivement ce phénomène, même si ces jeunes contestataires sont beaucoup moins pesants démographiquement qu'il y a 30 ans.

« Tocqueville a écrit que c'est lorsque les choses s'améliorent que les injustices deviennent les plus frappantes, rappelle-t-il. On veut une distribution juste de la prospérité. C'était vrai pour les révolutions américaine et française. La chose se produit aujourd'hui comme elle s'est produite dans les années 1960 », note M. Langlois.

Les jeunes vivent une période de prospérité et voient plus clairement les déséquilibres dans la distribution de cette richesse. Naomi Klein répétait d'ailleurs mercredi aux jeunes de Lower Canada College que le pro-

blème de l'ALENA n'est pas qu'il n'a pas permis de créer de la richesse. « Le problème, dit la militante de 30 ans, c'est que les retombées de cette richesse ne se sont jamais rendues bien loin et n'ont pas contribué au bien-être collectif. »

Madeleine Gauthier, professeur à l'Institut national de la recherche scientifique et responsable de l'Observatoire Jeunes et Société, croit elle aussi que la prospérité du tournant du siècle joue un rôle important.

Pour mobiliser les jeunes, dit-elle, il faut des conditions propices. Et la prospérité est un tremplin. Elle donne confiance, elle permet de se payer le luxe de se préoccuper des autres.

Dans un sondage CROP commandé l'an dernier par *Sélection du Reader's Digest*, on notait que 93 % des jeunes « s'attendent à atteindre le bonheur et la prospérité durant leur vie ».

Pour que les jeunes se mobilisent comme ils l'ont fait à Québec, dit-elle, il faut aussi des motifs. Et actuellement, ils en ont, comme ce fut le cas dans les années 1960. Sauf que ce qu'elle appelle « la nouvelle montée des jeunes » va se faire différemment, dit M^{me} Gauthier.

Le motif de leur rébellion est en effet nouveau. Dans les années 1960, on voulait surtout faire éclater les carcans sociaux. Maintenant, on veut conserver les acquis sociaux, sauver les derniers morceaux de l'État-providence, sauver l'environnement.

« Nous sommes la dernière génération à pouvoir sauver les forêts pluviales. Après nous, ce sera trop tard », expliquait récemment une militante du Rainforest Action Network américain, Ilyse Hogue, qui se bat pour la préservation des forêts pluviales de Colombie-Britannique. « Nous avons la responsabilité envers la planète d'agir maintenant », ajoutait son collègue Patrick Reinsborough. Qu'ils soient inquiétés par le réchauffement de la planète, la croissance des disparités économiques ou la manipulation génétique, les jeunes militants croient qu'ils ont une mission à accomplir, maintenant, qu'ils ne peuvent reporter la tâche à plus tard.

M^{me} Gauthier constate aussi que la technologie, avec Internet notamment, a changé la donne en ouvrant la porte à la mobilisation internationale, avec tout ce que les contacts mondiaux ont d'attirant pour les jeunes. « On a créé des conditions qui permettent l'émergence de nouvelles formes d'engagement », dit-elle.

« Il y a 15 ans, les jeunes avaient tellement peur de ne pas avoir une place dans la société, parce que les taux de chômage étaient tellement élevés, que les individus n'avaient pas d'énergie à mettre sur des causes publiques. Et en plus, les jeunes étaient en concurrence entre eux pour les emplois. Cela n'aide pas l'action collective », note M^{me} Gauthier.

Une anomie

Mais cet engagement des jeunes sur la scène publique pour des idées politiques est-il enraciné profondément ?

Philippe Faucher, professeur de sciences politiques à l'Université de Montréal, croit que non. Selon lui, les jeunes sont beaucoup attirés par l'aspect médiatique des manifs, mais ce ne sont pas eux, dit-il, qui mènent la vraie guerre contre la ZLEA avec un discours réellement sérieux.

M. Faucher croit même qu'être anti-ZLEA est devenu comme un logo pour ces jeunes. Et aucun étudiant, dit le professeur, ne lui a demandé de pouvoir reprendre un examen plus tard, pour aller manifester à Québec. Le taux de mobilisation, donc, demeure bas, croit-il. « Nous, à notre époque, on était dans la rue tout le temps », dit M. Faucher, en ajoutant en riant que les gaz lacrymogènes étaient quand même un peu moins forts à l'époque.

Chez CROP, Anne-Marie Boulva explique que depuis cinq ans environ, les jeunes trahissent une anomie grandissante, soit l'impression qu'ils n'ont pas leur place au sein de la société. Et ils ne se sentent pas engagés dans leur collectivité, mais plutôt marginaux. En revanche, plus que jamais auparavant, ils disent aux sondeurs de la boîte de recherche qu'ils acceptent et valorisent la violence.

Est-ce dire qu'ils étaient à Québec pour se battre sans but collectif ? « Probablement qu'ils allaient manifester en faveur d'un monde qui les inclurait parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans le monde qui les entoure », répond M^{me} Boulva.

De plus, les jeunes disent aussi aux sondeurs qu'ils aiment l'idée de faire partie d'un clan, d'une tribu, de groupes extra-institutionnels aux liens très émotionnels. Et les groupes de manifestants, les « groupes d'affinité » comme on les appelle dans le nouveau mouvement de la gauche, correspondent tout à fait à ce profil.

Bref, note M^{me} Boulva, la table est mise pour bien d'autres événements comme les manifs du Sommet des Amériques.

Une entrevue avec Serge Ménéard, à lire en B5

Offre d'emploi: entraîneur. Salaire dérisoire, pas d'avantages sociaux. Doit être prêt à se lever avant l'aurore et à travailler les fins de semaine. Devra composer avec un comité de parents qui compte quelques hystériques très prompts à vous montrer la porte. Quelqu'un est-il intéressé? Dans le cadre du Sommet national sur l'avenir du sport amateur, nous nous penchons ici sur ce que d'aucuns considèrent comme le nerf de la guerre, l'entraîneur, trop souvent perçu comme un simple bénévole plutôt que comme un professionnel.

D'ici et d'ailleurs ; victime ou prophète ?

LOUISE LEDUC

Dans leur dernier sprint pré-olympique, la kayakiste Caroline Brunet a choisi le Danois Christian Fredericksen, le sprinter Bruny Surin, l'Américain Dan Pfaff et Myriam Bédard, à l'époque, l'Allemand Steffen Thierfelder. Est-ce à dire qu'on ne peut pas devenir champion olympique sans les services exclusifs d'entraîneurs étrangers ?

« Je pense personnellement que ces champions avaient en eux tout le potentiel pour devenir champion, avance Frédéric Jobin, entraîneur de Lac-Beauport de canoë-kayak. Qui nous dit qu'ils n'auraient pas tout autant remporté les grands honneurs s'ils avaient fait confiance jusqu'au bout aux entraîneurs d'ici ? À mon avis, Michel Portmann, par exemple, aurait tout aussi bien pu mener Bruny vers les plus hauts sommets. »

Il n'est pas rare, souligne M. Jobin, que des athlètes qui traversent une mauvaise passe se mettent à magasiner les entraîneurs. « Il est toujours plus facile de mettre la faute sur le dos de l'entraîneur, mais beaucoup plus difficile de se questionner soi-même et de chercher en nous ce qui ne va pas. »

Frédéric Jobin ne nie pas pour autant que les athlètes du Québec manquent de ressources. « Nos athlètes passent trois mois par année en Floride et, évidemment, aucun physiothérapeute d'ici nous accompagne là-bas. Maxime Boilard (ce jeune canoétiste qui, avec une 4^e position, a été la révélation de Sydney) a dû engager lui-même un massothérapeute. Même avec ce donateur anonyme de Lac-Beauport qui nous donne 30 000 \$ par année, nous ne pouvons en rien nous permettre ces petits luxes qui nous permettraient de compétitionner à forces égales avec le reste du monde. Ou à peu près, vu le problème du dopage... »

Pour Robert Tremblay, entraîneur de patinage de vitesse de longue piste à Sainte-Foy, ce n'est pas non plus le Pérou. Se comptant chanceux de pouvoir à tout le moins vivre de ce seul travail, il sait qu'il pourrait gagner facilement 150 000 \$ de plus s'il s'exilait aux Pays-Bas ou en Norvège. Mais surtout, peut-être se les gèlerait-il moins... « Jusqu'à moins 30 degrés Celsius, on s'entraîne dehors. En dessous de ce seuil, ça devient dangereux. »

Et pendant ce temps, à Calgary, les autres espoirs olympiques s'entraînent sur un anneau couvert, et ils n'y gagnent pas seulement qu'en confort. « Si l'on veut évaluer un nouvel équipement et le comparer à un autre, par exemple, les conditions sont toujours les mêmes à l'intérieur. À Sainte-Foy, le vent peut à lui seul fausser toutes nos comparaisons. »

De la même façon, pendant qu'ils les athlètes peuvent passer autant de temps que nécessaire sur l'anneau de glace, « à Québec, il faut souvent se rabattre sur la bicyclette. »

Alors, ouste ! Tout le monde à Calgary ! « Les Québécois qui ont déménagé là-bas sont ou bien revenus au galop ou ont abandonné. En patinage de vitesse, on ne fait pas de champion à 20 ans, mais plutôt entre 25 et 30 ans. Ça représente donc 10 ou 15 ans d'entraînement intensif, soit une grosse partie d'une vie qu'un athlète ne veut pas nécessairement passer loin des siens, dans une ville qui ne lui permettra pas d'étudier dans sa langue, voire d'étudier tout court. Le centre d'entraînement national de ski de fond, par exemple, se trouve à Kenmore, à une heure et demie de Calgary. Comment poursuivre ses études, dans ces conditions ? »

Non, les conditions d'entraînement sont loin d'être faciles, et André Fournier, directeur de l'Institut national de formation des entraîneurs, se garde bien, lui, de blâmer les plus grands athlètes qui se prennent un entraîneur personnel. « Quand t'es rendu à un certain niveau, il est normal que tu souhaites un entraîneur qui s'occupe de toi à temps plein. »

Mais seuls peuvent se le permettre ceux qui sont commandités. « Et il en faut du temps avant de l'être ! rappelle Pierre Dubé, directeur général de la Fondation de l'athlète d'excellence du Québec. Il a fallu trois Jeux olympiques à Caroline Brunet avant d'être commanditable. Elle ne l'a été que dix mois avant Sydney... »



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse

Après avoir mené la plongeuse Anne Montminy sur le podium, l'entraîneur Yihua Li, de Pointe-Claire, prépare d'autres athlètes.

Les missionnaires du sport



LOUISE LEDUC

À 40 ans passés, Donald Dion a refait toutes les longueurs de piscine nécessaires pour passer son cours de sauveteur national et se qualifier de nouveau auprès de la Croix-Rouge. Pour sauver des vies à la piscine municipale, lunettes-soleil glamour sur le nez? Plutôt être autorisé par la Ville de Montréal à se trouver seul à la piscine avec la plongeuse Annie Pelletier dans les 20 mois critiques précédant les Jeux olympiques d'Atlanta. À raison de trente heures par semaine, tôt le matin, tard le soir, cet entraîneur qui a fait de Sylvie Bernier une championne olympique a patiemment mené Annie Pelletier à la médaille de bronze. Bénévolat. Absolument bénévolement.

«Être entraîneur, ce n'est pas un travail. C'est une bonne oeuvre!»

De quoi vivait-il? De son travail à temps plein à la Ville de Montréal, à titre de coordonnateur sportif, emploi qu'il occupe toujours et auquel il consacre maintenant tout son temps.

«Il est inacceptable que Donald Dion fasse une job de bureau. C'est au bord d'une piscine qu'il devrait être, mais il y a des limites à être missionnaire!» déplore Pierre Dubé, directeur général de la Fondation de l'athlète d'excellence du Québec.

Aussi passionné de sport soit-il, Donald Dion n'est tout de même pas fou et ne regrette pas d'avoir démissionné en 1988 de son poste d'entraîneur du club CAMO, à Montréal. «À l'époque, je gagnais 22 000\$ par année alors que j'étais détenteur d'un baccalauréat et d'une maîtrise.»

Et si un autre athlète venait une fois encore, comme Annie Pelletier, l'implorer de lui consacrer tout son temps libre? «J'y réfléchirais sérieusement avant d'accepter. C'est tout un investissement personnel quand tu fais ça en plus de ton travail à temps plein.»

Un entraîneur déficitaire

Donald Dion est loin d'être le seul à avoir formé des champions olympiques pour une chanson. Sylvain Desmarais, entraîneur du jeune Nicolas Macrozonaris, qui a réussi un chrono de 10,19 secondes aux championnats canadiens d'athlétisme en août 2000, est tout aussi détaché de son portefeuille: non seulement n'a-t-il reçu aucun salaire pour mener son athlète aux championnats de Victoria et aux Jeux de Sydney, mais il a en plus fini son année dans le rouge de 25000\$! «Je suis

professeur de mathématiques au secondaire. Sans cela, je n'arriverais pas.»

Une poignée d'entraîneurs font quelque 50 000\$ par année au Canada. Pour les autres, c'est la dèche, soit environ 20 000 \$ par année, au mieux. «La patinage artistique est en fait l'une des rares disciplines où les entraîneurs peuvent exercer le métier à temps plein, et cela grâce aux fortes sommes que versent les parents. Le problème, c'est qu'on ne peut exiger autant de toutes les familles: les plus talentueux ne sont pas nécessairement ceux qui viennent des milieux les plus favorisés», rappelle M. Desmarais.

L'emploi est si infernal que les entraîneurs découragent même leurs poulains de suivre leurs traces une fois leurs carrières d'athlètes terminées. Devenez commentateur sportif, devenez communicateur ou autre chose, mais fuyez!

«Je suis absolument ravie qu'Anne Montminy soit devenue avocate, explique Yihua Li, ex-championne du monde de plongeon. Je souhaite toujours que mes athlètes mènent une belle vie et gagnent un bon salaire. Or, être entraîneur, au Québec, vous oblige à travailler à des heures impossibles, six jours par semaine, à vous battre sans cesse pour obtenir du temps de piscine ou à en trouver une autre quand la piscine municipale est fermée...»

Celle qui a fui la Chine — et qui reste assez discrète sur le sujet — note que ce pays a au moins cela de bon qu'il sait entourer ses athlètes et ses entraîneurs. «Les entraîneurs n'ont qu'à demander et ils obtiennent tout l'argent dont ils ont besoin», explique-t-elle. Et les athlètes, eux, se voient verser un salaire après leur retraite, en reconnaissance de l'investissement personnel consenti.

Faudrait-il que le Canada se fasse aussi généreux? Même si elle a dû tirer le diable par la queue, la plongeuse Anne Montminy croit que non. «Comment justifier de gros investissements dans le sport quand on sait à quel point les besoins sont grands dans la société, notamment en santé et en éducation? Comment les contribuables réagiraient-ils s'ils voyaient le Canada et le Québec ouvrir grand leurs goussets pour le sport?»

Maraudage

L'inévitable se produit donc: sollicités un peu partout dans le monde, les meilleurs entraîneurs canadiens partent souvent pour d'autres lieux. Daniel Saint-Hilaire, l'un des entraîneurs qui comptent le plus d'athlètes olympiques à leur actif en athlétisme, s'est exilé de longues années en Malysia pour y préparer l'équipe nationale. Comme tant d'autres, Carmin James, entraîneur de la Colombie-Britannique, travaille pour une université américaine, à Hawaii. Cette semaine encore, c'était au tour de Mark Schuett, qui formait la relève québécoise de ski acrobati-

que, d'annoncer son départ pour les États-Unis.

«L'Australie, qui a recruté plusieurs de nos entraîneurs de l'Ouest canadien, maugre aussi très fort, note M. Dubé, de la Fondation de l'athlète d'excellence du Québec. On n'ose même pas imaginer ce que l'on ferait si elle venait nous prendre Michel Larouche, l'homme derrière les plongeurs Émilie Heymans, Alexandre Despatie et Christopher Kalec.»

De son côté, le judoka Nicolas Gill dit tout haut son désir de former de futurs athlètes quand il prendra sa retraite, mais son entraîneur, Hiroshi Nakamura, s'inquiète tout de même. «Quand l'Europe lui offrira mer et monde pour obtenir ses services d'entraîneur, pourrons-nous le retenir? Quand on sait qu'il en coûte jusqu'à 150 000\$ pour former un athlète de haut niveau au pays et dans la province, il faudrait pouvoir lui donner les moyens de transmettre ses connaissances à ses compatriotes.»

Au jeu de la «mondialisation du coach», le Canada n'est pas toujours perdant. Il lui arrive d'attirer ici quelques entraîneurs aux conditions plus pitoyables encore. C'est ainsi que le Canada, comme tant d'autres pays, ont accueilli quantité d'entraîneurs de l'ex-bloc de l'Est.

Le Bulgare Dimitri Antonov est de ceux-là. Entraîneur olympique de boxe et ingénieur dans son pays d'origine, il a dû recommencer à zéro et même, en dessous de cela. Dans l'espoir d'obtenir une position universitaire, il termine un doctorat en génie minier. Et sa passion d'entraîneur est loin d'être bientôt assouvie.

«Au niveau canadien, on m'a fait reprendre tous les niveaux pour me qualifier. Quand j'ai atteint le troisième niveau et que j'ai frappé à la porte de la Fédération québécoise de boxe amateur, on m'a dit qu'il me fallait recommencer tout du début! Résultat: j'ai eu un mal fou à me décrocher un poste d'entraîneur bénévole!»

Maintenant que les gouvernements rémunèrent un peu mieux les athlètes de haut niveau et que leur situation financière s'est nettement améliorée depuis deux ou trois ans, il faut maintenant de toute urgence redresser les conditions de travail de leurs entraîneurs. Autrement, ils continueront d'être repêchés à l'étranger ou de se tourner vers une carrière plus lucrative dès lors qu'ils voudront fonder une famille ou mener une vie plus normale.

«L'entraîneur, c'est le nerf de la guerre, croit M. Dubé, de la Fondation de l'athlète d'excellence du Québec, et on ne peut pas s'en remettre qu'aux seules passions des gens. Pour faire un salaire convenable, Nakamura, le coach de Nicolas Gill, doit diriger un club complet de judo et entraîner 150 jeunes. En Europe, il aurait pu se consacrer entièrement à son espoir olympique.»



Photo de famille au Salon rouge de l'Assemblée nationale. Au centre, Nathalie Rochefort, photographiée avec ses invités à la chevelure multicolore, le père Emmett Johns et le chef libéral Jean Charest.

Photo DANIELLE LAVEAU, collaboration spéciale

La libérale aux cheveux rouges

Nathalie Rochefort sera un Jean-Claude Malépart au féminin



KATIA GAGNON

QUÉBEC — La scène est surréaliste. Patricia, 19 ans, cheveux vert et rouge coiffés à la rasta, piercings dans le nez et la joue, devise devant un sandwich avec le chef du Parti libéral, Jean Charest. Après un week-end d'émeutes à l'occasion du Sommet des Amériques, elle le questionne, devant un groupe de jeunes de la rue, sur les risques d'une éventuelle Zone de libre-échange des Amériques.

Cette scène absolument sans précédent à l'Assemblée nationale, c'est la nouvelle députée de Mercier, Nathalie Rochefort, qui l'a rendue possible. Celle que de vieux routiers libéraux décrivent déjà comme « un Jean-Claude Malépart au féminin » a bouleversé, dès sa première présence à l'Assemblée nationale, le rigide protocole parlementaire.

Il faut dire que Nathalie Rochefort détonne. Cheveux rouges, ongles vert forêt, elle portait, le jour de sa prestation de serment, une originale cape moirée. Au Salon rouge, ses invités avaient la chevelure multicolore, le nez percé et la langue (souvent percée aussi) pas dans leur poche. Brisant les règles de procédure parlementaire, Puce, une de ces jeunes de la rue, a spontanément couru réconforter la nouvelle députée que l'émotion étreignait.

« Les gardiens de mon âme »

À l'heure du lunch, les jeunes qui accompagnaient Nathalie Rochefort ont été impressionnés par le « côté humain » des politiciens qu'ils n'avaient vus jusque-là qu'à la

télé, témoigne M^{me} Rochefort. En revanche, raconte le père Emmett Johns, dit Pops, qui était aussi présent, ils ont été extrêmement déçus, au Salon bleu, en voyant les députés des deux côtés de la Chambre s'invectiver. « Ils ont trouvé que ça manquait beaucoup de sérieux et de respect. »

Là résident toutes les contradictions que devra réconcilier la nouvelle députée de Mercier qui, en plus de prêter serment à la reine, s'est bien juré qu'elle n'oublierait pas ces jeunes de la rue avec qui elle a travaillé pendant des années. « C'est facile de perdre son âme en politique. Ces jeunes seront les gardiens de mon âme. Leur mandat, c'est de me ramener sur terre », lance-t-elle lors d'un entretien avec *La Presse*. « Si quelqu'un peut garder son âme en politique, c'est elle », croit Pops, chez qui elle a travaillé pendant trois ans.

La tête dirigeante du « Bon Dieu dans la rue » n'a que des éloges pour Nathalie Rochefort, qui a su gagner le cœur des jeunes. « Si les jeunes l'acceptent, c'est que tu es spécial. Ils sont réticents parce qu'il y a eu très peu d'adultes, dans leur vie, en qui ils pouvaient avoir réellement confiance. » Pour l'organisme, M^{me} Rochefort était la courroie de transmission indispensable auprès du gouvernement pour aller chercher des subventions. Elle avait tellement de talent pour la chose qu'elle en est venue à démarrer une petite entreprise spécialisée dans ce genre de travaux.

Pierre Barnoti, porte-parole de la Société protectrice des animaux, se souvient encore de l'entente qu'elle avait négociée, avec des fonds fédéraux, pour permettre à six jeunes sans-abri de travailler pendant quelques mois avec des employés de la SPCA. « Le programme a magnifiquement marché. Les jeunes sans-abri ont eu une affinité immédiate avec les animaux abandonnés. À la suite du stage, ils ont monté un projet éduca-

tif qui a tourné dans les écoles. C'était très amusant de voir ces jeunes punks sensibiliser les jeunes au respect des animaux dans des écoles de Westmount. »

Comme députée, Nathalie Rochefort compte demeurer cette courroie de transmission entre son monde et la politique. « Je veux être le lien entre le politique et le social, m'occuper des vrais problèmes du vrai monde. Les gens ont souvent les solutions, mais ils ne sont pas capables de les amener au niveau du politique », croit-elle. « Elle sera un formidable canal pour les jeunes de la rue », fait valoir Ronald Poupard, le chef de cabinet de Jean Charest, qui prévoit que M^{me} Rochefort sera un « véritable député populaire », à l'image du défunt député fédéral Jean-Claude Malépart, qui a régné pendant dix ans sur le comté de Laurier—Sainte-Marie.

« Elle dérange »

Malgré son passé très orienté vers le social, la nouvelle députée de Mercier n'entre pas en politique en néophyte. Elle milite au PLQ depuis 1993 et a fait un passage remarqué à la commission jeunesse. « C'était notre conscience sociale », raconte l'ex-président de la commission, Jonathan Sauvé. « Sa présence était un bouleversement total du stéréotype du jeune militant carriériste, veston-cravate et petite mallette. Elle dérangeait. » Conservera-t-elle cette belle spontanéité après quelques années en politique ? « Ça va devenir une députée qui aura de la misère avec la ligne de parti. Elle a toujours été tellement elle-même qu'elle va probablement avoir de la difficulté à se plier à ça », prévoit Jonathan Sauvé.

En tout cas, elle sera accueillie à bras ouverts par les députés de la petite aile progressiste libérale, qui voient arriver tout nouvel allié avec soulagement. Mais au-delà de ses indéniables connaissances de terrain, la nouvelle députée a bien des croûtes à

manger côté contenu. À la suite de sa première allocution au Parlement, marquée par de belles phrases creuses — « lutter contre la pauvreté, ce n'est pas une dépense, c'est un investissement » — elle a eu bien du mal à expliquer à *La Presse* pourquoi le Québec aurait besoin d'une loi-cadre sur la pauvreté. On l'imagine bien mal croiser le fer en Chambre avec Jean Rochon. « C'est un apport certain pour nous », insiste cependant Nicole Loiselle, sa collègue de Saint-Henri-Sainte-Anne.

« Bonne chance ! » ironisent de leur côté les députés péquistes qui remplissent le même rôle au sein de leur parti, tentant eux aussi de pousser sur des politiques antipauvreté. L'arrivée de Nathalie Rochefort fait d'ailleurs grincer des dents à bien des péquistes : n'eût été de ses convictions fédéralistes, la travailleuse communautaire aurait été une candidate toute naturelle pour le Parti québécois. Et en plus, cette improbable libérale a raflé le mythique comté de Mercier ! Le dépit était tel au PQ que Bernard Landry n'a pu s'empêcher de lui prédire, à sa première journée en Chambre, que son élection serait, tel le roman de Gabrielle Roy, un « bonheur d'occasion ».

La nouvelle députée apportera-t-elle un vent de fraîcheur au PLQ ? « Aux gens qui trouvaient que moi aussi je ne faisais pas partie du décor, j'ai toujours répondu que le PLQ, c'est nous aussi : les jeunes hommes et les jeunes femmes préoccupés de problèmes sociaux », tranche la députée de Sauvé, Lyne Beauchamp. Tous ne sont pas de son avis : une importante frange de la députation libérale a vu arriver cette candidate aux cheveux rouges avec scepticisme. Mais si c'est payant pour l'image du parti... « Il y aura un effet d'entraînement pour aller chercher d'autres candidats qui ont ce profil. Ils vont voir qu'ils ont une place chez nous », se félicite un organisateur libéral en se frottant les mains.

Stockwell Day: d'étoile montante à pétard mouillé



VINCENT MARISSAL

OTTAWA — De son entrée spectaculaire sur la scène fédérale à son incontrôlable dégringolade, Stockwell Day aura mis moins d'un an à prouver que les étoiles montantes cachent parfois des pétards mouillés.

Tout a commencé en janvier 2000 à Ottawa par cette célèbre démonstration de karaté de M. Day devant les militants de l'Alternative canadienne, un mouvement qui cherchait à unir les forces politiques de droite au pays.

En camisole, pieds nus sur la scène du Centre des congrès, la cravate attachée autour de la tête, celui qui était alors ministre des Finances de l'Alberta venait de faire une entrée fracassante dans la capitale fédérale. Il devait y revenir quelques mois plus tard, en juillet, après avoir remporté la course à la direction de l'Alliance canadienne devant Preston Manning, au terme d'une campagne de terrain bien menée.

Après un été calme, on a revu notre homme apparaître en septembre en combinaison de plongée et chevauchant une motomarine sur le lac Okanagan, au lendemain de sa victoire dans la circonscription d'Okanagan-Coquihalla, en Colombie-Britannique. La scène est dorénavant marquée de façon indélébile dans l'histoire politique canadienne.

Une fois la surprise passée, de nombreux politiciens et commentateurs de la jungle politique fédérale ont soulevé publiquement quelques doutes sur ce leader télévisuel, charmant et beau parleur.

Toutes ces mises en scène cacheraient-elles en fait un manque grave de substance ? se sont-ils demandé. La suite des choses allait effectivement démontrer qu'ils avaient raison de se poser des questions.

Le chef conservateur Joe Clark a été l'un des premiers à émettre des réserves sur le style flamboyant de M. Day.

« Je constate que beaucoup de gens trouvent qu'il y a quelque chose d'inquiétant chez M. Day. Ils ne peuvent pas tout à fait mettre le doigt dessus, mais je ne crois pas qu'arriver pieds nus et en vêtement de plongée rassure les Canadiens », disait M. Clark deux jours après la mémorable balade en motomarine du chef allianciste.

Mi-septembre, le nouveau chouchou de la droite canadienne était donc attendu avec impatience sur la Colline parlementaire. Ses débuts modestes mais sans bavure, aux Communes, ont toutefois été brefs. Prenant l'Alliance canadienne de vitesse, Jean Chrétien a déclenché des élections générales un mois à peine après l'arrivée de M. Day à Ottawa. Fin de la récréation, c'est à partir de ce moment que l'on a vu clairement les limites de Stockwell Day.

Talonné tous les jours pendant cinq semaines à propos de ses croyances religieuses ou à propos de questions sociales comme l'avortement ou la peine de mort, empêtré dans des problèmes d'organisation et d'arrimage avec les anciens réformistes, M. Day n'a jamais réussi à prendre le contrôle de cette campagne.

Les doutes de septembre se confirmaient et le nouveau chef de la droite a fait à peine mieux dans ces élections que son prédécesseur Preston Manning en 1997, avec seulement deux députés à l'est du Manitoba.

Depuis, les gaffes, les démissions au sein de son personnel et les embrouilles dignes d'un téléroman se succèdent à un rythme inquiétant.

Il y a eu d'abord cette poursuite en diffamation d'un avocat de l'Alberta contre M. Day, poursuite qui a coûté près de 800 000 \$ aux contribuables albertains. Le chef de l'Alliance s'est finalement excusé et il a réhypothéqué sa maison pour rembourser 60 000 \$.

Puis, plus récemment, cette histoire d'« agent secret » engagé par l'Alliance canadienne pour enquêter sur les libéraux et plus spécifiquement dans le comté de Jean Chrétien.

Dans la foulée, le chef de l'Alliance a accusé un juge de la Cour supérieure du Québec, Joël Silcoff, d'être en conflit d'intérêts dans une affaire de saisie de documents se rapportant à la Banque de développement du Canada.

C'en était trop pour ses principaux lieutenants, Deborah Grey, Chuck Strahl, Grant McNally, Art Hanger et Val Meredith, qui ont tous lâché leur chef cette semaine. Après la réunion houleuse du caucus, mercredi, les députés ont tenté de colmater les brèches, mais aucun n'a affirmé catégoriquement aux médias que le chef a écrasé la révolte pour de bon. « Nous sommes en *deathwatch* », a résumé l'un d'eux à *La Presse* jeudi matin.

La droite divisée et sans chef

Les libéraux, on s'en doute, sont morts de rire et on pourrait penser que la tournure des événements fait aussi l'affaire des conservateurs, mais leur propre situation ne leur permet pas d'être trop exubérants.

Le parti de Joe Clark traîne une vieille dette de plusieurs millions, il ne compte plus que de 10 000 à 15 000 membres au pays, ses appuis stagnent autour de 15 % et il n'a que 12 députés aux Communes, soit le minimum pour jouir du statut de parti officiel.

Paradoxalement, certains stratèges dans les hautes sphères du Parti conservateur s'inquiètent de la dégringolade « trop rapide » de Stockwell Day.

« Ce que l'on souhaite, indique à *La Presse* une source conservatrice de haut niveau, c'est que M. Day reste le plus longtemps possible pour faire des dommages irréparables à son parti. En ce moment, c'est lui qui descend, et non son parti. Si Day s'écrase trop vite, ça leur donne le temps (aux alliés) de trouver une solution à leur manière dans leurs rangs. »

Autre paradoxe : les conservateurs craignent que les déboires de Stockwell Day n'incitent Joe Clark à s'accrocher, lui qui avait affirmé au lendemain des élections qu'il ne serait plus là la prochaine fois.

« Si ça va trop mal, trop vite pour Stockwell Day, Clark pourrait être vu comme le seul capable de sauver les meubles », dit un stratège conservateur.

Joe Clark joue bien son rôle aux Communes, il est encore relativement jeune (62 ans) et il est très expérimenté, reconnaît-on dans les rangs conservateurs. Mais le problème, c'est que les Canadiens ne votent pas pour lui.

« On doit rajeunir le parti, peut-être changer de nom, dit une de nos sources. Il faudrait que M. Clark ait l'élégance de faire pour le Parti conservateur ce que Preston Manning a fait pour le Reform. Mais si Clark décide de s'accrocher, ça va être aussi laid chez nous que ça l'est ces jours-ci à l'Alliance canadienne. »

Après un an de rebondissements aussi divertissants qu'improductifs sous Stockwell Day, la droite canadienne se retrouve donc aujourd'hui exactement au même point et dans le même état : divisée et sans véritable chef.

LES CENT JOURS DE GEORGE W. BUSH



Photo Agence France-Presse

Aéroport Jean-Lesage, dimanche dernier, à l'issue du Sommet des Amériques. Le président George W. Bush est prêt à monter dans son Air Force One. Au pied de la passerelle d'embarquement, il fait une pause, revient sur ses pas, et salue deux femmes policiers de la GRC de la haie d'honneur.

L'apprentissage d'un président discret



RICHARD HÉTU

collaboration spéciale

LA PRESSE À NEW YORK

George W. Bush célébrera demain ses 100 jours à la Maison-Blanche, une étape symbolique soulignée à grand renfort d'analyses et de sondages dans les médias américains ces jours-ci. Le verdict ? Le président est plutôt populaire, ses priorités le sont moins et son leadership est d'une discrétion qui confine parfois à l'effacement.

Un verdict identique pourrait être rendu concernant la performance de Bush au Sommet des Amériques, la semaine dernière. À sa première rencontre internationale, le président des États-Unis a fait connaissance avec les leaders de l'Amérique du Sud, créant une impression plutôt favorable à l'intérieur du périmètre de sécurité.

« Très informel, très ouvert », a déclaré le président de la Colombie, Andrés Pastrana, en parlant de Bush. « Il a été très sincère dans son dialogue avec nous, et je pense que cela a contribué en bonne partie au succès de la rencontre. »

Mais Bush a réussi à semer la confusion quant à ses priorités. Lors de son discours officiel, il a évoqué la nécessité de tenir compte de l'environnement et des droits des travailleurs dans les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques.

Plus tard, cependant, il a dit aux journalistes que les accords de commerce ne doivent inclure aucune « modification qui détruirait l'esprit du libre-échange. En d'autres mots, un accord de libre-échange est centré sur le commerce ».

La confusion tient peut-être à l'inexpérience de Bush. « J'ai beaucoup appris », a-t-il dit après la rencontre. Mais sa modestie n'a impressionné personne à l'extérieur du périmètre de sécurité.

« Bush évite les projecteurs de la scène internationale », titrait le *Los Angeles Times*, au lendemain du Sommet, se faisant l'écho d'une opinion largement répandue dans la presse américaine.

Une planète froissée

Ironiquement, les affaires étrangères constituent le domaine où Bush a le mieux fait au cours de ses 100 jours à la Maison-Blanche, aux yeux des Américains. Pas moins de 62 % d'entre eux approuvent la performance du président à ce chapitre, selon un sondage *Washington Post-ABC News*.

L'opinion des Américains a de quoi étonner la communauté internationale. En trois mois et quelques jours, Bush a réussi à se

Ralph Nader ne regrette rien

NEW YORK – George W. Bush revient sur une promesse électorale et refuse de limiter les émissions de dioxyde de carbone, qui contribuent aux changements climatiques.

Il abandonne le Protocole de Kyoto sur le réchauffement de la Terre.

Il entend ouvrir une partie de la réserve de l'Alaska à la prospection pétrolière.

Il souhaite revenir sur les restrictions imposées par Bill Clinton à la construction de routes dans les parcs nationaux, puis sur les restrictions aux permis de miner dans la roche dure.

Il a voulu modifier substantiellement une autre mesure de dernière heure de l'administration Clinton qui abaissait le niveau tolérable d'arsenic dans l'eau potable (devant le tollé, l'administration Bush II a fait volte-face la semaine dernière).

Malgré tous ces assauts contre l'environnement, Ralph Nader, candidat des verts lors de la dernière élection présidentielle, ne regrette rien.

Si Nader n'était pas entré en lice, rappe-

lons-le, Al Gore, auteur d'un livre sur l'environnement, serait aujourd'hui président des États-Unis. Nader a récolté près de 97 000 voix en Floride. Gore a perdu l'État-clé de l'élection par 537 voix.

Mais le champion de la politique du pire trouve du bon dans la présidence de Bush : les questions environnementales n'ont jamais été aussi discutées.

« La presse en parle, les gens en parlent, le financement et le membership des groupes environnementaux explosent », a dit Nader dans une entrevue au *New York Times*. « Il y a un éveil. »

Qu'en pense Gore ? Même s'il a pris 40 livres depuis l'accession de Bush au pouvoir, l'ex-vice-président tente de se faire le plus petit possible. Il suit l'actualité, mais refuse de parler aux médias.

Gore donne des cours dans trois universités, dont Columbia University, à New York. Il vit à Arlington, en Virginie. À temps perdu, lui et sa femme écrivent des livres.

Gore n'a pas écarté la possibilité d'une autre course à la présidence en 2004. D'ici là, bien sûr, la planète risque de s'asphyxier.

La libération des 24 membres d'équipage, après une détention de 11 jours, a été perçue comme une victoire pour Bush, qui faisait face à sa première crise internationale.

L'homme silencieux

Mais le retour des membres d'équipage aux États-Unis a également contribué à mettre en relief cette discrétion qui a caractérisé le leadership de Bush au cours de ses 100 premiers jours à la Maison-Blanche.

Plusieurs commentateurs ont noté que Bill Clinton se serait fait un devoir et un plaisir d'aller accueillir les membres de l'équipage à leur descente d'avion, histoire de leur témoigner de la reconnaissance et, bien sûr, de se retrouver sous le feu des projecteurs.

Bush, lui, a préféré rester sur son ranch du Texas où il passait le week-end avec sa famille, se contentant de suivre à la télévision l'accueil triomphal réservé aux militaires sur la base aérienne de Whidbey Island, dans l'État de Washington.

Après la présidence tapageuse de Clinton, certains Américains apprécient la réserve de Bush.

« Bush transmet un message au sujet de la place de la politique dans notre vie nationale, a écrit le commentateur Andrew Sullivan. Cette place doit être restreinte, limitée, circonscrite. Un des torts de Bill Clinton, c'est d'avoir créé, par ses discours incessants et son incontinence émotionnelle, une confusion entre la politique et le showbiz. Par son silence, Bush dit quelque chose d'extrêmement important : ces deux champs de l'activité humaine, bien que souvent reliés, sont catégoriquement séparés. »

Mais le silence de Bush ne rassure pas tout le monde. La semaine dernière, David Broder, doyen des chroniqueurs politiques à Washington, a reproché au président de n'avoir rien dit sur les émeutes raciales de Cincinnati, sur les inondations du Midwest et sur la hausse marquée du prix de l'essence.

« Son silence presque total sur les incidents de Cincinnati est la plus grande de ses omissions comme leader », a écrit Broder.

Des priorités controversées

Pour l'heure, Bush peut toujours ignorer ses critiques en se disant qu'il jouit d'une popularité personnelle plus grande que celle de Clinton après 100 jours à la Maison-Blanche. Selon un sondage *USA Today-CNN-Gallup*, il récolte 62 % d'opinions favorables (contre 29 % d'opinions défavorables).

Mais le président républicain a encore beaucoup de travail à faire pour convaincre les Américains du bien-fondé de ses priorités. Selon le sondage *Washington Post-ABC News*, 54 % d'entre eux sont d'avis que le projet de réduction d'impôts de Bush favorise indûment les riches.

Bush souhaite réduire les impôts de 1600 milliards sur dix ans. Il s'agit de sa priorité. Cette semaine, il a admis qu'il devra probablement se contenter d'un allègement fiscal allant de 1200 milliards à 1400 milliards.

L'environnement constitue une autre source d'inquiétude pour Bush. Depuis son accession au pouvoir, le président républicain a annoncé plusieurs décisions témoignant de son préjugé favorable à l'industrie. Or, selon les sondages, les Américains se disent prêts à un certain sacrifice économique pour assurer la protection de l'environnement.

Les conseillers de Bush doivent avoir accès aux mêmes sondages. La semaine dernière, l'administration républicaine a cherché à faire amende honorable en annonçant notamment des mesures pour réduire le niveau d'arsenic dans l'eau. Laura Bush, la femme du président, a pour sa part fait visiter à *USA Today* le ranch « très écologique » de la première famille au Texas.

Bush, enfin, doit prendre note que plusieurs Américains n'ont pas encore digéré la façon dont il a été élu. Selon le sondage *USA Today-CNN-Gallup*, 48 % d'entre eux continuent à s'interroger sur la légitimité de sa victoire sur le démocrate Al Gore, qui avait obtenu la majorité au suffrage universel.

Tout compte fait, juge Serge Ménard, le Sommet des Amériques aura permis aux Québécois de mesurer le chemin parcouru par la Sûreté du Québec, qui est même moins critiquée par les manifestants que la GRC. On n'a qu'à se rappeler la crise d'Oka pour constater qu'il s'agit d'un renversement important.



Le ministre Serge Ménard s'est rendu dimanche dernier dans le quartier Saint-Roch constater les dégâts de la nuit d'affrontements entre manifestants et policiers.

Ménard a craint le pire pour les policiers

« Les Québécois doivent réaliser que la SQ a changé »



MARTIN PELCHAT

QUÉBEC – Serge Ménard affirme qu'il n'avait jamais ressenti une pareille peur de toute sa vie. Pas pour sa peau, mais pour celle des policiers qui, quatre étages plus bas, venaient de constater que leur position n'avait rien d'imprenable.

« Je croyais que certains se feraient tuer. Il y avait une violence épouvantable. Je me suis dit : *Je vais savoir si je suis cardiaque maintenant*, parce que mon cœur n'a jamais battu aussi longtemps aussi fort que pendant ces moments-là. Je ne comprenais pas que les canons à eau ne soient pas là. Mais personne ne s'attendait à ce que la clôture cède si rapidement. »

Du 4^e étage de l'édifice Hector-Fabre, à Québec, le ministre de la Sécurité publique était aux premières loges, au premier jour du Sommet des Amériques, lorsque des manifestants ont renversé avec une facilité déconcertante la fameuse clôture du boulevard René-Lévesque qui barrait l'accès au Centre des congrès. Jusque-là, il espérait encore que les préparatifs du Sommet tournent à la fausse alerte, comme pour le bogue de l'an 2000, et qu'il ait, au pire, surtout des sarcasmes à affronter.

Du milieu de la foule, le ministre a ensuite vu s'avancer et attaquer un peloton du Black Bloc, cellule d'anarchistes violents. « C'était des professionnels pour chercher à susciter une réaction violente de policiers et c'est pour ça que j'ai tant d'admiration pour ces derniers : ils ne sont jamais tombés dans ces pièges », raconte le ministre en entrevue à *La Presse*.

Ces anarchistes ont fait preuve d'une « habileté extraordinaire », estime le ministre. « Il y en avait après ça (les charges du Black Bloc) qui faisaient les doux. À un moment donné, la brèche était ouverte, et il y en a qui

se sont assis, mais à l'extérieur du périmètre, juste sur la ligne. Et ils faisaient des beaux signes de paix et des beaux sourires pour les photos. Tout ça était coordonné. »

Certes, la catapulte que les manifestants ont traînée jusqu'à la clôture n'a lancé que des... toutous et pas les cocktails Molotov qu'il redoutait. Mais il n'y a rien de drôle là-dedans, dit-il. « C'est aussi drôle que quelqu'un qui s'en va dans un avion et qui va mettre en joue le pilote avec un fusil à l'eau. »

« Je sais bien qu'à long terme, ça fait partie d'un plan. Parce que la prochaine manifestation qu'ils vont faire n'importe où dans le monde, quelque chose sera caché dans le toutou. Il peut y avoir de l'acide, un cocktail Molotov, des briques. »

Les balles de plastique

L'ancien avocat des libertés civiles n'est peut-être pas encore à ranger dans le camp des faucons, mais les manifestations violentes du Sommet des Amériques n'ont rien fait pour transformer Serge Ménard en colombe.

Ainsi défend-il avec vigueur le recours par la police aux controversées balles de plastique, malgré les critiques exacerbées par le cas d'un jeune homme de 28 ans qui, atteint au cou, ne parlera peut-être plus. « Les bonnes âmes qui nous disent : *On n'aime pas les balles de plastique*, proposez-nous autre chose, lance le ministre. Il nous faut des moyens d'atteindre les manifestants qui lancent des projectiles dangereux, mais pas avec la même précision que la police. »

Les balles de plastique utilisées au Sommet étaient des projectiles « sophistiqués » choisis pour leur précision et leur moindre impact, dit-il. Les policiers avaient instruction de viser en bas de la ceinture pour atteindre les muscles et stopper la cible. « Trois cent vingt balles en trois jours, ça fait 100 par jour pour 13 tireurs, tous des instructeurs de tir. C'est un instrument de précision : il y a un rayon laser qui peut guider le tir. »

Le ministre se souvient de n'avoir poussé son premier soupir de soulagement que dimanche matin. Mais le soulagement a sitôt laissé place à l'exaspération devant le fiasco d'Orsainville, malgré six mois de préparatifs. « C'est peu dire que j'étais déçu, dit-il. On

n'a toujours bien pas laissé une prison vide pour qu'ils paquent 200 personnes dans 60 cellules. »

Pourtant, le plan comportait des scénarios prévoyant jusqu'à trois fois plus d'arrestations que ce qui a été fait : deux prisonniers par cellule si on atteint 1200 arrestations, des lits de camp dans les gymnases si c'est plus et au besoin des transferts dans d'autres établissements carcéraux.

Serge Ménard résume à « une période de 12 heures de confusion » ce qui s'est passé à Orsainville. Notamment parce qu'un médecin sur place a été intraitable : pas question de laisser entrer les prévenus sans décontamination, de crainte que les gaz qu'ils transportaient dans leurs vêtements se répandent par le système d'aération et affectent les autres détenus et le personnel. Or, à la porte, il n'y avait que deux douches.

Mais Serge Ménard continue de croire que le choix — à cinq millions de dollars — de vider la prison était le bon, compte tenu que l'autre choix était de disperser les prévenus dans 60 cellules de police. « Une de mes craintes était que les policiers sur les lignes se tiennent de façon très professionnelle, mais que rendus au poste de police, s'ils entendaient parler qu'un des leurs était blessé, ça se gâte. On n'a quand même pas eu de brutalité après les arrestations. »

Un renversement important

Tout compte fait, juge Serge Ménard, le Sommet aura permis aux Québécois de mesurer le chemin parcouru par la Sûreté du Québec, qui est même moins critiquée par les manifestants que la GRC. On n'a qu'à se rappeler la crise d'Oka pour constater qu'il s'agit d'un renversement important.

« Il n'y a pas de comparaison avec la préparation de la police actuelle », dit-il. Les efforts des dix dernières années ont donné naissance à une police plus professionnelle, beaucoup mieux formée, donc plus disciplinée, comme on a pu le voir le week-end dernier, estime M. Ménard. « C'était évident au parc de l'Amérique française de voir que les commandants avaient reçu une formation de psychologues de foule. »

« Pour moi, c'est un grand sujet de fierté pour les Québécois, conclut le ministre. Parce qu'enfin, je pense qu'ils doivent réaliser que la SQ a changé. »

130 policiers de la GRC rappelés en renfort

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Le nombre de policiers anti-émeute a été insuffisant ; une dizaine de chefs d'État ont failli être déménagés de l'hôtel où ils étaient logés en raison des gaz et un centre de commandement alternatif de la police était prêt, au cas où celui du Vieux-Port serait neutralisé par les manifestants.

Certains détails moins connus du Sommet des Amériques commencent à filtrer pendant que rentrent chez eux les derniers policiers affectés à l'événement. Comme la présence discrète à Québec, le week-end dernier, de Brian Stafford, directeur des Secret Services américains, le corps d'élite chargé de la protection du président Bush.

On sait aussi aujourd'hui que 130 policiers anti-émeute de la GRC du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et d'Ottawa ont été rappelés d'urgence, dans la nuit de vendredi à samedi, pour donner un répit à leurs 400 confrères et aux 1500 autres spécialistes du maintien de l'ordre de la Sûreté du Québec qui affrontaient, depuis vendredi après-midi, des manifestants sur les différents fronts de la « bataille du périmètre ».

« C'était évident que les forces étaient épuisées », explique l'inspecteur Jacques Tanguay, officier responsable des opérations pour la GRC. La relève est débarquée à 16 h 30 samedi, à l'aéroport Jean-Lesage. « Quatre heures plus tard, ils étaient sur les lignes. Sur Dufferin, ils ont eu droit à une salve d'applaudissements de leurs confrères. »

D'autres renforts ont été rapatriés des frontières, où la GRC exerçait une surveillance particulière, dans les jours précédant le Sommet, afin de bloquer l'entrée au pays d'activistes. Au total, 163 policiers anti-émeute se sont donc ajoutés aux 405 prévus. Une opération qui coûtera une petite fortune à la GRC, dont le budget initial — de 25 millions selon un porte-parole — sera dépassé « largement ».

Les commandants ne cachent pas que la chute du mur, vendredi midi, boulevard René-Lévesque, a surpris tout le monde. Les tests de la Sûreté municipale de Québec montraient qu'il n'était pas à toute épreuve, mais personne ne croyait que les manifestants le renverseraient si vite.

« Mais ça nous a servi d'une certaine façon, parce que les manifestants, à ce moment-là, ont choisi de continuer à s'attaquer pour le restant du Sommet au périmètre, plutôt que de commettre les actes que l'on connaît ailleurs, si on fait exception du quartier Saint-Roch le dimanche », note M. Tanguay.

Une autre des cibles du Black Bloc a donné des sueurs froides aux policiers le samedi après-midi, soit la clôture du cimetière Saint-Mathieu, derrière le Centre des congrès. « Ils ont abattu la clôture, raconte Jacques Tanguay. Une vingtaine de Black Bloc avec des bâtons se sont présentés à l'intérieur du cimetière. Ils se rapprochaient du Centre des congrès quand les troupes ont été déployées pour les repousser. Est-ce que leur intention était de pénétrer à l'intérieur du centre pour tenter un acte particulier ? »

Lors de cette altercation, un policier anti-émeute de la GRC s'est trouvé isolé et a été battu à coups de deux par quatre, note l'inspecteur Tanguay. La GRC a alors eu recours aux balles de plastique pour repousser les radicaux.

Du côté de la côte Dufferin, les gaz lacrymogènes ont donné du fil à retordre aux policiers car ils étaient repoussés par les vents vers l'intérieur du périmètre de sécurité, au carré d'Youville et plus particulièrement sur le nouvel hôtel Royal Palace où logeaient une dizaine de chefs d'État. Les déplacements à l'intérieur de l'immeuble ont fini par le « contaminer » aux gaz.

« À un moment donné, l'évaluation a été faite pour établir si oui ou non on devrait déménager les chefs d'État », raconte Jacques Tanguay. Mais un « coup de génie », dit-il, de la police de Québec a sauvé la situation. Trois souffleries à neige artificielle ont été déployées devant la clôture pour repousser les gaz.

Vol de renseignements

Un autre événement a provoqué une certaine commotion parmi les policiers : le vol de renseignements de sécurité dans une camionnette de la SQ, vendredi. Des manifestants ont diffusé l'information sur un site Internet des médias indépendants et donné le mot d'ordre de surcharger les lignes téléphoniques d'une dizaine d'officiers dont les numéros apparaissaient sur les documents volés.

« Les numéros ont basculé sur un autre numéro en-dedans de deux minutes ; on avait prévu le coup », dit le directeur général adjoint de la Sûreté du Québec, Richard St-Denis. Ce dernier assure que les documents ne contenaient pas d'informations « sensibles » comme les trajets des dignitaires. Mais on y trouvait des renseignements sur les groupes radicaux présents ou des conseils opérationnels, comme les voies de dérivation de la circulation en cas de fermeture d'un pont. « Ça n'a pas nui », assure cependant celui qui commandait la SQ pendant le Sommet.

Des plans de « contingence » avaient été élaborés dans l'éventualité où le centre de commandement de la rue Dalhousie, dans le Vieux-Port — hors du périmètre de sécurité — serait neutralisé, souligne Jacques Tanguay. « Même un qui nous permettait de déménager rapidement et de continuer en 30 minutes. On avait un deuxième centre de commandement qui était monté. »

Ces mesures n'ont pas été nécessaires, mais d'autres « ajustements » ont dû être apportés aux plans. « Il y a eu des appels à la bombe, il y a eu des menaces proférées sur certains dignitaires ; nous avons ajusté nos stratégies en conséquence », dit l'officier de la GRC.

La Gendarmerie royale a un autre rendez-vous avec les manifestants en 2002, à Ottawa, à l'occasion d'un sommet du G8. Et elle a déjà des demandes d'information de l'Australie et d'autres pays européens qui se préparent à accueillir des événements internationaux. « Plusieurs qui étaient absents ici ont réalisé qu'ils auraient dû y être pour observer le travail fait », note M. Tanguay.



« UNE VOLKSWAGEN, JE POURRAIS RÉPARER ÇA LES YEUX FERMÉS. MAIS ÇA SERAIT PLUS SALISSANT. »

Jacques Chagnon
Technicien certifié Volkswagen depuis 11 ans

Pièces et service Volkswagen

Pour l'entretien de votre Volkswagen, personne n'est plus qualifié que nos spécialistes certifiés.

Notre personnel est formé en usine et dispose d'équipement conçu spécifiquement pour l'entretien de votre véhicule. Quant aux pièces de remplacement utilisées lors de réparations, ce sont toutes des pièces d'origine Volkswagen assorties d'une garantie de 12 mois ou 20 000 km. Comme quoi nous faire confiance est affaire de gros bon sens.

SPÉCIAL SUR PNEU PIRELLI



CINTURATO^{MC} P3000*
Grandeur : 195/65R15
Achat, pose, équilibrage

109⁹⁵\$**
seulement

*Incluant protection contre les risques routiers. **Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 15 juin 2001. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Pour tous les détails et les conditions, voyez l'un des concessionnaires Volkswagen participants ci-dessous.

Montréal

Les Automobiles Autohaus Itée
1855, avenue Dollard
LaSalle
(514) 364-2753

Les Automobiles Poplar inc.
5441, rue Saint-Hubert
Montréal
(514) 274-5471

Rimar Volkswagen
5500, boul. Métropolitain Est
Saint-Léonard
(514) 253-4888

Auto Strasse inc.
5905, route Transcanadienne
Saint-Laurent
(514) 748-6961

Campbell & Cameron Volkswagen
4050, avenue Verdun
Verdun
(514) 767-9961

Centre-Ville Volkswagen
324, rue Peel
Montréal
(514) 846-1717

Nordest Volkswagen Itée
10395, boul. Pie-IX
Montréal-Nord
(514) 325-3422

Volkswagen Des Sources
3850, boul. des Sources
Dollard-des-Ormeaux
(514) 683-2030

Rive-Sud

Les automobiles Niquet inc.
1905, boul. Wilfrid-Laurier
Saint-Bruno
(450) 653-1553

Duval Volkswagen inc.
588, Place Trans-Canada
Longueuil
(450) 679-0890

Park Avenue Volkswagen
8805, boul. Taschereau
Brossard
(450) 656-4811

Rive-Nord

Arbour Volkswagen
2475, boul. Chomedey
Laval
(450) 681-8110

Automobiles Lauzon inc.
1384, boul. Labelle
Blainville
(450) 430-1460

Êtes-vous fait pour Volkswagen?



vw.com

Mom Boucher comparait

Un demi-million de pages de preuves

CHRISTIANE DESJARDINS

Maurice Mom Boucher a comparu en personne au palais de justice de Montréal, hier, tandis qu'une trentaine de ses coaccusés, dans des affaires de stupéfiants et de meurtres, ont comparu par le truchement de la vidéo, depuis leur établissement de détention.

La majorité des accusés, même Francis Boucher, le fils du chef des Hells Angels, n'étaient pas représentés par des avocats, mais tous ont accepté que le processus soit reporté au 12 juin.

M^e André Vincent, procureur-chef dans cette affaire, expliquait à chacun que le ministère public s'était engagé à terminer la preuve pour cette date. « Êtes-vous d'accord pour reporter ça au 12 juin ? » demandait-il à ceux qui n'avaient pas d'avocat.

« Y'a eu des changements (d'avocat) et je ne suis pas trop au courant. Je voudrais voir la preuve qui entoure tout ça, parce que c'est énorme », a répondu Luc Bordeleau, 40 ans.

« La seule chose que j'ai vue, c'est le mandat d'arrestation, a pour sa part dit Normand Robitaille, 32 ans, un autre accusé. Je suis complètement perdu dans tout ce qui arrive. Je ne sais pas si je vais être capable de payer un avocat. On nous dit que c'est une preuve en ciment... On nous a donné juste trois

ordinateurs pour tout le monde, ça représente une heure par semaine pour chacun... » a-t-il ajouté en laissant entendre que c'était bien peu pour l'avalanche de preuves.

De fait, M^e Vincent parlait hier d'un demi-million de pages de preuves. Sans compter que ces documents devront vraisemblablement être traduits dans certains cas, puisque quelques accusés ne parlent que l'anglais. C'est le cas de Walter Stadnick, 48 ans, qui a manifesté son désir, hier, de voir son procès se tenir en anglais.

Si les processus promet d'être longs dans cette affaire, il n'en va pas de même pour deux accusés affiliés aux Evils Ones. Martin Tremblay, 31 ans, et Jean-François Chaput, 28 ans, ont mis un terme à leur procès en reconnaissant leur culpabilité à des accusations réduites de conduite dangereuse. Ce plaidoyer a été enregistré tard, jeudi, au palais de justice de Longueuil.

Au départ, les deux hommes étaient accusés de voies de fait armées, complot et gangstérisme, pour avoir voulu faire quitter la route à deux policiers, Guy Ouellette et Alain Lévesque, qui suivaient une de leurs voitures, le 2 mars dernier, sur la route 116, dans la région de Saint-Hyacinthe. À bord de la voiture en question, se trouvaient plusieurs « officiers » des Hells Angels, qui sortaient d'une réunion.

Tremblay et Chaput ont été condamnés par le juge Yves Lagacé à 12 et 8 mois de prison respectivement.

MEURTRE DE MICHEL LATENDRESSE

Pierre-Luc Sirois-Favreau, le « chauffeur » de Chatillon, en prison ce week-end

PIERRE-LUC Sirois-Favreau, le « chauffeur » de Mike Chatillon, recherché pour le meurtre de Michel Latendresse, ne saura pas avant lundi s'il peut reprendre sa liberté sous condition, comme l'ont obtenu deux autres accusés dans cette histoire où quatre hommes auraient voulu faire les justiciers pour venger une fillette qui aurait été la cible d'attouchements sexuels, à Laval.

Sirois-Favreau, 22 ans, a brièvement comparu hier au palais de justice de Laval pour être accusé de voies de fait causant des lésions sur Latendresse, et sa requête pour une remise en liberté a été reportée parce que son avocat, Jean-Jacques Gagné, était retenu ailleurs.

Ce suspect s'est livré aux policiers lavallois en fin d'après-midi jeudi, peu de temps après qu'un mandat d'arrestation eut été lancé contre lui.

Selon ce que l'on a pu apprendre, Chatillon, qui jouit d'une liberté sous conditions, se serait rendu à pied mardi dans le secteur du boulevard de la Concorde, dans le quartier Pont-Viau, où le lynchage a eu lieu. Il venait d'aller se présenter à son agent de probation.

Sirois-Favreau serait allé attendre Chatillon près de la demeure de la mère de la fillette qui aurait subi des attouchements de la part

de Latendresse. Et quand Chatillon s'est pointé, il aurait appris ce que Latendresse aurait fait à l'enfant de son ancienne compagne.

Peu de temps après, il se serait rué avec un couteau sur Latendresse, tandis que Sirois-Favreau, Michel Richer et Éric Savard étaient armés de bâtons de baseball.

Après l'assaut, Chatillon, toujours recherché, serait monté dans un véhicule conduit par Sirois-Favreau qui a rapidement disparu.

Le plus grand choix au Québec.

perles

30%

de rabais à partir du prix ordinaire

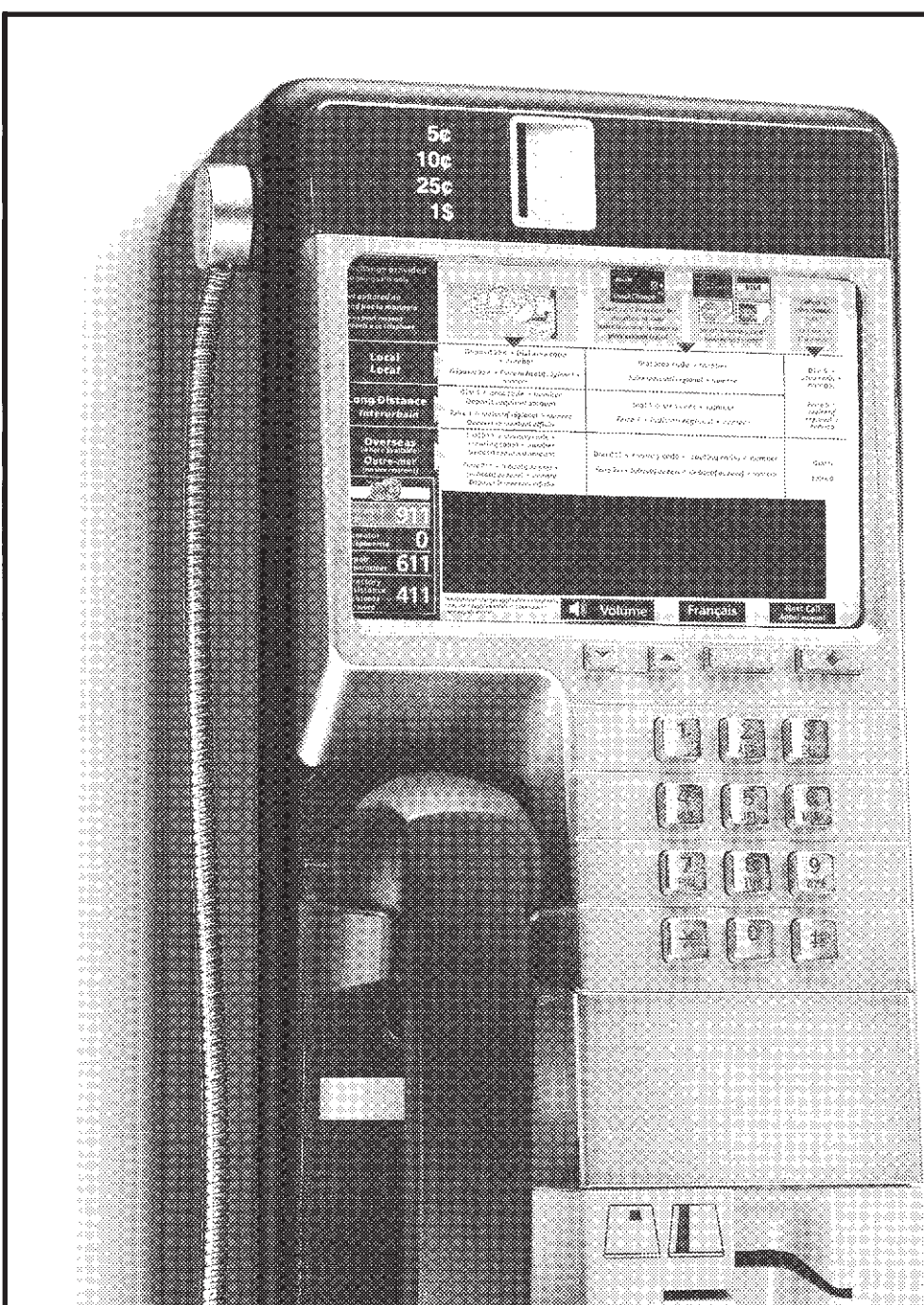
Jusqu'au 31 mai 2001

2053695A



le Parchemin
DEPUIS 1966

Place des Arts, 175 rue Ste-Catherine Ouest, (514) 849-8333
Métro Berri-UQAM, 505 rue Ste-Catherine Est, (514) 845-5243



Problème de jeu?
Misez votre 25¢ dans cet appareil.
Vous n'avez rien à perdre.

JEU : AIDE ET RÉFÉRENCE
en tout temps
(514) 527-0140
1 800 461-0140

Le jeu doit rester un jeu.



loto-québec

MARCHÉ CENTRAL

Le feuilleton se poursuit

SILVIA GALIPEAU

C'EST UN NOUVEAU chapitre qui s'ouvre lundi dans l'affaire des Soeurs du Bon-Pasteur et du Marché Central, alors que le promoteur Jean-Alain Bisaillon s'apprête à réclamer un arrêt des poursuites intentées contre lui au criminel.

Bisaillon est le promoteur qui, à l'aide de l'avocat Jean-Pierre Cantin et du comptable Denis Schmouth, aurait soutiré plus de 80 millions de dollars aux Soeurs du Bon-Pasteur de Québec ainsi qu'aux Soeurs du Bon-Conseil de Chicoutimi, entre 1992 et 1997, entraînant le Marché Central dans une faillite frauduleuse évaluée à plus de 160 millions.

La poursuite civile semble être close, les deux parties, Jean-Alain Bisaillon d'un côté et les Soeurs de l'autre, s'étant entendues à l'amiable cet hiver. En décembre, le promoteur a ainsi accepté de restituer deux terrains à la Fiducie Marché Central Métropolitain (MCM), laquelle s'occupe des intérêts des soeurs dans le dossier. Il a aussi retiré une poursuite contre les soeurs de 50 millions, pendant que celles-ci retireraient la leur, évaluée à 28 millions.

Du côté criminel, toutefois, l'affaire se poursuit. Lundi, en Cour supérieure, Bisaillon doit déposer une requête réclamant l'arrêt des poursuites intentées contre lui, en raison de certains reportages diffusés à Radio-Canada, lesquels au-

raient terni son image et l'empêcheraient de jouir d'un procès juste et équitable. Il n'a pas été possible de parler à l'avocat de Jean-Alain Bisaillon hier pour avoir sa version des faits.

Si la requête est acceptée, la Couronne pourrait en appeler. Sinon, la poursuite suivra son cours, avec le début de l'enquête préliminaire le 14 mai.

Allô Police

Par ailleurs, un reportage dit « explosif » dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Allô Police* a relancé le débat entourant toute l'affaire cette semaine. Le journaliste Richard Desmarais y affirme que les soeurs, loin de s'être appauvries, se sont au contraire remplis les poches au cours des dernières années, « empochant maintenant des loyers annuels de 9,5 millions ».

Gilles Massé, porte-parole de la Fiducie MCM, dénonce ces allégations. « C'est vraiment induire les gens en erreur que de dire de telles choses, a-t-il affirmé. 9,5 millions, c'est le revenu total, mais de cela, il faut retirer la dette ! »

Le journaliste affirme pour sa part s'être inspiré de documents judiciaires et promet de poursuivre son enquête dans ses prochains numéros. Diverses sources proches du dossier ont toutefois également dénoncé le reportage, le qualifiant de « mensonge », et de reportage « truffé d'erreurs ».

Atelier de création en arts visuels

DANS LE CADRE de la deuxième présentation de l'événement *La technologie sous l'oeil des peintres amateurs*, les artistes non professionnels de 17 ans et plus sont invités à prendre part à une journée d'atelier de création en arts visuels qui se tiendra du 4 au 9 juin prochains. Le 8 juin, la création d'une murale collective sur le thème de la technologie est aussi au programme. Ces activités sont organisées dans le cadre du programme Jeune relève amateur de la ville de Montréal, en collaboration avec la galerie Post-Art, un organisme à but non lucratif voué à la promotion et à la mise en valeur de l'art. Pour s'inscrire, il faut communiquer au (514) 526-3161.

ADM serait au bord de la faillite

EMBARRASSÉS par un article affirmant qu'Aéroports de Montréal (ADM) est au bord de la faillite, le président du conseil d'administration de l'organisme et les ministres fédéraux des Transports et du Revenu national s'expliqueront lundi matin, dans l'aérogare de Dorval.

Hier, ni ADM ni Ottawa n'ont voulu confirmer ou infirmer l'information voulant que le gouvernement

calculés de manière équitable et seul un ajustement permettrait à ADM de boucler son budget.

Le projet d'agrandissement de 500 millions sur cinq ans serait malgré tout écarté au profit d'un projet plus modeste de 180 millions. Et les frais d'amélioration aéroportuaire réclamés à Dorval passeraient de 10 \$ à 20 \$ d'ici quelques mois.

Élegance en plein air

Depuis plus de 50 ans, Hauser meuble les plus belles résidences, les meilleurs clubs de golf, grands restaurants et établissements commerciaux à travers le monde. Faites de même. Notre concept exclusif nous permet de créer, fabriquer et vendre sans intermédiaire, pour vous offrir exactement ce que vous voulez. Les possibilités sont illimitées quand vous achetez directement du fabricant.

Vous en rêvez. On le fabrique.

la compagnie
HAUSER

• Meubles de jardin • Osier • Accessoires de jardin
• Aluminium moulé • Fer forgé • Teck

4830, boul. Saint-Jean, Pierrefonds (514) 620-1310
www.hauserstores.com

PORTES OUVERTES
Le dimanche 6 mai de 10 h à 16 h

ACADÉMIE CULINAIRE

Camps d'été en cuisine pour enfants et adolescents

360, Champ-de-Mars, Montréal
www.academieculinaire.com
(514) 393-8111

WAKEBOARD
Planche seulement **149 \$**
Fixations botes PR **99 \$**
Demos à moitié prix

PLANCHE À VOILE
Mistral Vision 150 **1 000 \$**
F2 Ride 2001 **1 000 \$**
F2 Zantos 2001 **1 000 \$**
Bic Techno **895 \$**
Tiga Free X **895 \$**
KINETIK **495 \$**

BAZAR SHARKS
DU 28 AVRIL AU 6 MAI
APPORTEZ VOTRE VIEUX STOCK

SKI NAUTIQUE
Slalom adulte **99 \$**
Combo ski nautique corde et poignée **149 \$**

VÊTEMENTS NEOPRENE
"Wet Suit Shorty" **49 \$**
"Full" **69 \$**
Veste néoprène **99 \$**
• Gants • botes • cagoules
20 % de rabais

313-E. boul. Cartier, Laval (800)473-5543 (450) 663-5543

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

28 avril 2001

Page B8 manquante

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

28 avril 2001

Page B9 manquante

DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

900

INDEX DES DÉCÈS

ALLARD (Tousignant), Réjeanne
St-Basile-le-Grand
ARCAND, Albert
Montréal
ARCHAMBAULT (Gingras) Claire
Montréal
BÉLUSE (Paradis), Judith
Montréal
BENOÎT, MORISSETTE, Thérèse
Montréal
BRULÉ (Filiatrait), Alice
Montréal-Nord
CORDEAU, Yvette (St-Germain)
Longueuil
COZMA, Ecaterina

DE MAISONNEUVE, Yves
Montréal
DESCHAMPS, Aimé
Verdun
DESCHÈNES (Houle), Denyse
Le Gardeur
DUFRESNE, Rita
Montréal
FERLAND LAROCHE, Janette

FORTIER Mérineau Marie-Jeanne
Repentigny
GAGNON, Jacques
Ville St-Laurent
GAUDRY, Pierre
Montréal
JOYAL (Lefort), Marie-Jeanne
St-Lambert
KERBA, Michel
Montréal
KUYK, Hendrik

LEFORT, Soeur Lucille, c.s.c.
Ville Saint-Laurent
MOTTAIS, Marie-Françoise

PATOI, Vasile
St-Hubert
ROBERGE, Rosario
Repentigny
SERGERIE, Robert
Montréal
THIBAUT, Madeleine
Montréal
TOUCHETTE, Napoléon
Montréal



BÉLUSE (Paradis), Judith
Nous regrettons de vous annoncer le décès de Judith Béluse, le dimanche 22 avril 2001, à Montréal, à l'âge de 46 ans. Elle laisse dans le deuil son mari Guy Paradis, sa mère Pierrette Gauthier (Béluse), sa soeur Louise Béluse (Daniel Chatelois), ses nièces Geneviève et Julie, sa soeur Hélène Béluse (Marc Filion), son neveu Maxime et sa nièce Roseline, ainsi que ses autres parents et amis. Nous vous invitons à venir partager sa mémoire avec la famille au

Complexe funéraire Alfred Dallaire inc.
2159, boul. St-Martin Est, Duvernay, Laval
Ses cendres seront exposées le vendredi 27 avril de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, ainsi que le samedi 28 avril de 13 à 16 h. Une courte cérémonie aura lieu sur place à 14 h. Des dons à la Fondation Centre Hospitalier Notre-Dame de la Merci seraient préférés à l'envoi de fleurs. Des informations seront disponibles sur place ou par la famille.

BENOÎT, MORISSETTE, Thérèse
1919 - 2001

À Montréal, subitement, le 26 avril 2001, est décédée madame Thérèse Morissette, épouse de M. Joseph-Aimé Benoit. Elle laisse dans le deuil sa soeur Germaine, son beau-frère Raymond Royal ainsi que de nombreux neveux, nièces, parents et amis. La famille recevra les condoléances au

Complexe funéraire Du Plateau Urgel Bourg
3503, Papineau, Montréal
le lundi 30 avril de 19 à 22 h. Les funérailles auront lieu le vendredi 4 mai à 11 heures en l'église St-Emile, 3333, Sherbrooke Est, Montréal.

BRULÉ (Filiatrait), Alice
1911 - 2001

À Montréal-Nord, le 12 avril 2001, à l'âge de 89 ans, est décédée Alice Brulé, épouse de feu Gérard Filiatrait. Elle laisse dans le deuil sa soeur Jeannette (Guy Allard) ainsi que de nombreux neveux, nièces et amis. Selon les volontés de la défunte, sa dépouille a été incinérée et la liturgie de la Parole aura lieu en la chapelle du

Centre funéraire Côte-des-Neiges inc.
4525, ch. de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3V 1E7
Tél.: (514) 342-8000

le mardi 1er mai 2001 à 13 h. Heures de visite: 30 minutes avant la célébration.

DÉCÈS



ALLARD (Tousignant), Réjeanne
1932 - 2001

À St-Basile-le-Grand, le 25 avril 2001, à l'âge de 68 ans, paisiblement, entourée de ses enfants, est décédée Mme Réjeanne Tousignant, épouse de feu Jean-Claude Allard. Elle laisse dans le deuil ses enfants, Roger (Louise Ares), André (Johanne Jacob), Alain (Carmen Mercille), Diane (Martin Benoit), Claudette (Alain La Forest), ses 11 petits-enfants, ses frères, soeurs, beaux-frères, belles-soeurs, neveux, nièces, autres parents et amis. Exposée au salon funéraire

Maurice Demers inc.
231, boul. Laurier, Beloeil
le dimanche 29 avril de 14 à 17 h et de 19 à 22 h. Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril à 11 h en l'église de St-Basile-le-Grand. Lundi matin, ouverture du salon dès 9 h. De dons à la Maison Victor Gadbois seraient appréciés.

ARCAND, Albert
1905 - 2001

À Montréal, le 26 avril 2001, est décédé à l'âge de 95 ans et 11 mois, M. Albert Arcand, époux de feu Aurore Legault. Il laisse dans le deuil ses enfants, Ginette (Charles Thériault), Raymond (Simone Lefebvre), Gilbert (Louise Brisebois), Denis (Denise Lacas) et Madeleine (Normand St-Aubin), ses 14 petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ses belles-soeurs, nombreux neveux et nièces ainsi que parents et amis. La famille accueillera parents et amis(es) au

Complexe funéraire Magnus Poirier inc.
7388, boul. Viau, St-Léonard
Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril à 14 h en l'église Notre-Dame-du-Foyer, et de là au Crématorium Magnus Poirier inc. Heures des visites: dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h et lundi à partir de 11 h.

ARCHAMBAULT-GINGRAS, Claire

À l'hôpital Sacré-Coeur de Montréal, le 25 avril 2001, à l'âge de 79 ans, est décédée madame Claire Gingras, résidente de Ville de Laval, épouse de feu monsieur Jacques Archambault. Elle laisse dans le deuil ses enfants Johanne (Jean-Paul Déom), Liette, Ginette (Graig Gaston), Sylvie, Danièle, Alain (Hélène Couture), ses petits-enfants Jean-François (Shantell), Katherine (Steen), Julie (Frédéric), Eugène, Richer et Eugénie, ses arrière-petits-enfants Connor, Kayden, Nicolas, sa soeur Thérèse ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines, parents et ami(es). Elle sera exposée au

Complexe funéraire Alfred Dallaire inc.
2159, boul. St-Martin Est, Duvernay
Ville de Laval

le dimanche 29 avril de 10 h à 22 h; le lundi 30 avril, à partir de 9 h. Suivi des funérailles à 11 h, en l'église St-Claude, 80, rue Meunier, L.D.R., Ville de Laval. De là à l'inhumation au cimetière Côte-des-Neiges.

REMERCIEMENTS

GILBERTE GRENIER

Merci pour votre profonde sympathie à notre chagrin lors du décès de Mme Gilberte Grenier survenu le 30 mars 2001.
Son époux Jacques Grenier

REMERCIEMENTS

Merci à Ste-Marguerite d'Ouville pour l'aide obtenue. E.H.
REMERCIEMENTS à sainte Rita pour l'aide obtenue. C.P.
REMERCIEMENTS au Sacré-Coeur pour l'aide obtenue. C.M.D.

DESCHAMPS, Aimé
1934 - 2001

À Verdun, le 26 avril 2001, à l'âge de 67 ans, est décédé Aimé Deschamps, époux de Aline Cardinal. Outre son épouse, il laisse ses enfants, Martine (Robert Dufour), Sylvie (Pascal Rousseau), ses petits-enfants qu'il aimait tendrement, ses frères et soeurs, beaux-frères et belles-soeurs, parents et amis. La famille recevra les condoléances au

Complexe funéraire Urgel Bourg
5551, Wellington, Verdun

Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril 2001 à 13 heures en l'église Notre-Dame-de-la-Garde et de là au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation. Heures des visites: dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, lundi dès 11 h.

DESCHÈNES (Houle), Denyse
1944 - 2001

À Le Gardeur, le 27 avril 2001, à l'âge de 56 ans, est décédée entourée de l'affection des siens, Denyse Houle Deschènes, épouse de Richard Deschènes. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses deux enfants Julie (Yves Boudreau), Daniel (Catherine Guay) et son rayon de soleil François. Elle laisse également ses frères Pierre Houle (Denise Lévesque), le R.P. Jacques Houle c.s.v., curé de Saint-Viateur d'Outremont et l'abbé Bernard Houle, curé de Rawdon, ses beaux-parents, M. Albert Deschènes et Mme Janet Cassidy, ses beaux-frères et belles-soeurs, Germaine (Dr Réal Beaulac), Jean-Marie (Denise Gaudet), Claude, Marc (Marie Lemieux) et Elyse (Charles Armstrong) ainsi que plusieurs autres parents et amis. Exposée au

Salon funéraire Guay inc.
384, Notre-Dame Le Gardeur
Tél.: 514-871-2020 Téléc.: 450-434-3045

Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril à 14 h en l'église St-Paul l'Ermitte de Le Gardeur. Heures de visite: dimanche le 29 avril de 14 à 17 h et de 19 à 22 h et lundi dès midi. Des dons à la Fondation québécoise du cancer seraient appréciés.

DUFRESNE, Rita
1907 - 2001

À Montréal, le 21 avril 2001, à l'âge de 93 ans, est décédée Rita Dufresne. Elle laisse dans le deuil ses neveux et nièces: Colette (feu Hubert Jetté), Solange, Paul (Denise Champagne), Rita (Bernard Hazel), Jean (Louise Dozois), Gilles (Nicole Cloutier), Louise, sa belle-soeur Carmen, ainsi que plusieurs petits-neveux et nièces, autres parents et amis. Une célébration aura lieu le samedi 5 mai 2001 à 14 h, en la chapelle du:

Centre funéraire Côte-des-Neiges
4525, ch. de la Côte-des-Neiges, Montréal (514)342-8000

La famille recevra les condoléances à compter de 13 h. Un don à l'organisme de votre choix serait apprécié.

FERLAND LAROCHE, Janette

C'est avec beaucoup de tristesse que nous vous annonçons le décès subit de Janette Ferland Laroche survenu le 25 avril 2001. Elle laisse dans le deuil son mari Roméo Laroche, très éprouvé, sa fille Marie-France, son fils Pierre et sa conjointe Andrée ainsi que ses petits-fils, Mathieu et sa conjointe Vicky, Jean-Sébastien et sa compagne Joëlle.

Mme Janette Ferland, tout au long de sa vie, fut une femme très active et engagée. Ses nombreux intérêts pour l'écologie, les arts, la politique municipale, secrétaire et professeure, elle faisait encore partie de la Société historique de Lanoraie et s'intéressait à la réussite de ses proches. Une messe commémorative sera célébrée ultérieurement.

FORTIER (Mérineau), Marie-Jeanne

À Repentigny, le 27 avril 2001, à l'âge de 92 ans, est décédée Mme Marie-Jeanne Mérineau, épouse de feu Wilfrid Fortier. Elle laisse dans le deuil ses fils, Claude (Liliane), Paul-Émile (Lise) et Jean, vicaire épiscopal, ses petits-enfants, Josée, Denis, Johanne et Chantal, ainsi que cinq arrière-petits-enfants, de nombreux parents et amis(es). Exposée au

Complexe funéraire Alfred Dallaire inc.
12415, Sherbrooke Est, P.A.T.

le dimanche 29 avril de 14 à 17 h et de 19 à 22 h. Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril à 11 h en l'église Ste-Marie Goretti et de là au cimetière Repos St-François d'Assise. Lundi, salon ouvert à compter de 9 h.

GAGNON, Jacques

À Ville St-Laurent, le 27 avril 2001, à l'âge de 79 ans, est décédé Jacques Gagnon, anciennement courtier d'assurances, époux de Madeleine Lincourt. Outre son épouse, il laisse dans le deuil sa fille Nathalie (Denis Provost), ses petits-enfants: Catherine, Francis et Christian, ses soeurs, Marielle (Louis Dunberry, décédé), Lucille (Jean-Jacques Loranger), son frère Pierre (Lise Hardy) ainsi que plusieurs parents et amis. Il ne sera pas exposé. Les funérailles auront lieu le mercredi 2 mai à 10 h en la chapelle mariale de l'église St-Laurent et de là au cimetière St-Laurent. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Des dons à la Fondation de l'Hôpital Sacré-Coeur seraient appréciés. La famille recevra les condoléances à l'église à compter de 9 h 30.

Direction Urgel Bourg

GAUDRY, Pierre

À Montréal, le 25 avril 2001, à l'âge de 53 ans, est décédé M. Pierre Gaudry. Il laisse dans le deuil ses enfants Capucine (Vincent Rivest) et Samuel, ses soeurs Marie Gaudry (Jules Brière), Louise Gaudry et Michèle Gaudry-Thivierge, son amie Louise Laferté, ses neveux et nièces Jean-François Brière, Pascale Brière (Érick Audet), Éric Brière, Frédéric Thivierge, Sébastien Thivierge et Olivier Parent-Thivierge. Il laisse également dans le deuil de nombreux autres parents et amis. Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril à 13 h en l'église St-Eusèbe de Verceil, 2151 Fullum, Montréal. La famille accueillera parents et amis en l'église à compter de 12 h 30

Direction funéraire Alfred Dallaire inc.

JOYAL (Lefort), Marie-Jeanne

De St-Lambert, le 26 avril 2001, à l'âge de 83 ans, est décédée Marie-Jeanne Lefort, épouse de feu Laurent Joyal, mère de feu Raymond Joyal. Elle laisse dans le deuil ses enfants, Jacques, Huguette, Robert (Solange Léger) et André (Chantal Mailhot), ses petits-enfants, Marc-André et Martine, son frère Yvon et sa soeur Berthe. Les funérailles auront lieu le samedi 28 avril à 11 h en l'église de St-Lambert. La famille sera présente à l'église à compter de 10 h 30 pour recevoir les condoléances.

Direction Urgel Bourg

Saviez-vous...

qu'une personne sur deux choisit la crémation comme mode de disposition au Canada?

Les raisons évoquées sont nombreuses: respect de l'environnement, coût moindre, préférence personnelle, etc.

Pour obtenir plus d'information et pour recevoir une copie de notre brochure "21 questions à propos de la crémation" Téléphonez-nous au (514) 279-7358

www.mountroyalcm.com

SERVICES COMMÉMORATIFS MONT-ROYAL

Cimetière Mont-Royal Complexe Funéraire Mont-Royal
Complexe Funéraire des Trembles Résidence Funéraire Blythe Bernier

KERBA, Michel

À Montréal, le 27 avril 2001, jeune de 96 ans, 4 mois et 21 jours, est décédé Michel Kerda, époux de feu Rose Chagoury. Il laisse dans le deuil ses enfants Mary Magdalen, Joseph (Mireille Doummar), Mona (Adel Kachaami), il était Gedo (grand-père) de Edouard, Louis, Lorraine (Billy Abboud), Lynda; Johanne et Jean-Paul. La famille recevra les condoléances

Complexe funéraire Urgel Bourg
1255, Beaumont, Ville Mont-Royal

Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril à 11 h en l'église St-George Antiochan orthodoxe, 555 Jean-Talon Est, et de là au cimetière Les Jardins Urgel Bourg, Montréal. Heures de visite: dimanche de 18 à 21 h, lundi en l'église dès 10 h.

KUYK, Hendrik
1931 - 2001

Au centre hospitalier St-Eustache, le 27 avril 2001, à l'âge de 69 ans, est décédé M. Hendrik Kuyk, époux de feu Mme Frida Gassée. Il laisse dans le deuil ses fils, Guy (Lise Lamoureux), John (Hélène Bastien), Patrick (Jacqueline Pellerin), ses petits-enfants, Myrka, Arianne, Jérémie et Justine et plusieurs amis. Exposé au

Complexe funéraire Alfred Dallaire inc.
2159, boul. St-Martin Est, Duvernay, Laval

le lundi 30 avril 2001 de 14 à 21 h, suivi d'une liturgie de la Parole à 21 h au salon. Au lieu de fleurs, des dons à la Société canadienne du cancer seraient appréciés.

LEFORT, Lucille

Soeur Berthe-de-la-Croix, c.s.c.
À Ville Saint-Laurent, le vendredi 27 avril, à l'âge de 93 ans, est décédée Soeur Lucille Lefort de la Congrégation de Sainte-Croix. Outre sa famille religieuse, elle laisse dans le deuil ses soeurs: Mmes France Charron, Georgette (Maurice Lapière), Jacqueline (Jean-Paul Hamel), Pierrette (Réjean Lamoureux), ses neveux et nièces. Elle sera exposée au

Pavillon Saint-Joseph
900, boul. Côte-Vertu, Ville Saint-Laurent

le dimanche 29 avril de 14 à 17 h et de 19 à 22 h. Rencontre de prière le dimanche 29 avril à 19 h 30. Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril à 14 h en la chapelle du Pavillon Saint-Joseph. Ouverture du salon funéraire à 13 h. Prière de ne pas envoyer de fleurs.

MOTTAIS, Marie-Françoise
1935 - 2001

Le 26 avril 2001, à l'âge de 65 ans, est décédée Marie-Françoise Mottais. Elle laisse dans le deuil son époux Philippe Mottais et ses filles, Anouk et Armelle (Carl), ainsi que parents et amis. La famille recevra les condoléances le 1er mai 2001 à 11 h à la chapelle du

Cimetière Notre-Dame-des-Neiges
4601 chemin de la Côte-des-Neiges

Ne pas envoyer de fleurs, des dons pour l'Association d'entraide Ville-Marie seraient appréciés.

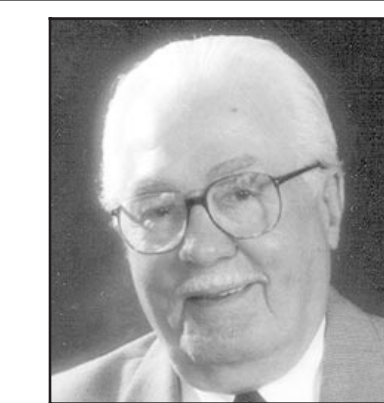


PATOI, Vasile
1959 - 2001

À St-Hubert, le 17 avril 2001, à l'âge de 42 ans, est décédé M. Vasile Patoi, conjoint de Francine Poirier. Il laisse dans le deuil son père et sa mère ainsi que toute sa famille en Roumanie ainsi que tous ses amis. Il y aura une célébration de la Parole en présence des cendres, le samedi 28 avril 2001 à 11h, à l'église:

Notre-Dame-des-Sept-Douleurs
3770 Grande Allée (coin Régent), St-Hubert

Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.



ROBERGE, Rosario
1923 - 2001

À Repentigny, le 25 avril, à l'âge de 77 ans, est décédé M. Rosario Roberge, époux de Mme Pauline Beauséjour. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants: Yvon, Jean et France (Daniel Lincourt), ses petits-enfants: Marie-Eve, Bruno et Sophy, ses soeurs et frères: Rita, Irène, Pierre et Claude. Il sera exposé le samedi 28 avril et le dimanche 29 avril de 14 h à 17 h et de 19 à 22 h au

Complexe funéraire Charles E. Rajotte inc.
765, Notre-Dame, Repentigny

Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril 2001 à 11 h en l'église de la Purification de la B.V.M., (445 Notre-Dame) et de là au cimetière de la même paroisse.



SERGERIE, Robert
1936 - 2001

À Montréal, le 26 avril 2001, est décédé à l'âge de 65 ans, Robert Sergerie, fils de feu Roméo Sergerie et de Jeannette Morency (Clovis Gagnon). Il laisse dans le deuil son épouse, Suzanne Lefebvre, ses filles, Manon (Denis), Roxanne (Luc Lafontaine), ses petites-filles, Maude-Annie et Ariane, ses frères, Dr Claude et Richard Sergerie et leurs conjoints, sa belle-soeur Marie-Anne (Ernest Vandette), neveux et nièces ainsi que parents et amis. La famille accueillera parents et amis le samedi 28 avril de 19 à 22 h, le dimanche 29 avril de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, le lundi 30 avril dès 8 h 30 au

Complexe funéraire J.A. Guilbault inc.
5359, boul. St-Michel (angle Masson)

Montréal

Tél.: 514-721-4925; Téléc: 514-728-3467

suivi d'une célébration de la parole qui aura lieu le lundi 30 avril à 10 h en la chapelle du complexe. Au lieu de fleurs, des dons à l'Association d'entraide Ville-Marie inc., Fondation Dr Maurice Bertrand, seraient appréciés (cartes disponibles au salon).

THIBAUT, Madeleine
1936 - 2001

À Montréal, le 9 avril 2001, à l'âge de 65 ans, est décédée Madeleine Thibault. Elle laisse dans le deuil sa cousine Rolande Joly, sa fidèle amie Claire Mathieu ainsi que parents et amis. Une réunion de prières en présence des cendres aura lieu le vendredi 11 mai à 11 h, en la chapelle de la paroisse St-Laurent, 807 av. Ste-Croix; suivie de l'inhumation au cimetière du même nom.

Complexe funéraire Fortin, Incinération C.I.F.
(514) 386-9771

Les Cimetières-Jardins

Montréal: 3965, chemin Côte de Liesse, Saint-Laurent

Laval: 2500, avenue Des Perron, Auteuil

Rive-Sud: 8145, chemin Chambly, Saint-Hubert

Renseignements: (514) 735-2025

Procurez-vous votre Dossier Prévoyance dès maintenant.

URGEL BOURGIE

DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS 900

TOUCHETTE, Napoléon
À Montréal, le 27 avril 2001, dans le calme et la sérénité, à l'âge de 88 ans, est décédé Napoléon Touchette, retraité de la compagnie Coca-Cola ltée, époux de feu Armande Comtois. Il laisse dans le deuil sa fille Yolande (Réal Guérin) et son fils Maurice (Estelle Caron). Il était le père de feu Roger. Il laisse également ses petits-enfants: Marie-José, Anick et Mélanie, ses arrière-petits-enfants: Gabriel et Félicia, sa soeur Fernande Banning, sa belle-soeur Yvette Comtois, ses neveux, ses nièces, parents et amis. Exposé le dimanche 29 avril de 14 à 17 h et de 19 à 22 h au

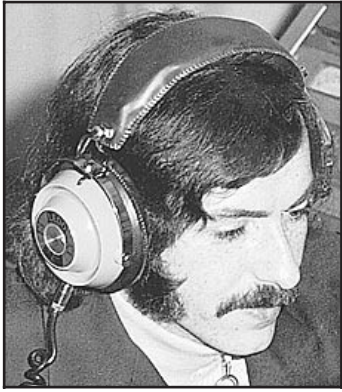
Complexe funéraire Alfred Dallaire inc.
2159, boul. St-Martin Est, Duvernay, Laval
Les funérailles auront lieu le lundi 30 avril à 12 h (midi), à l'église St-Sylvain, 750, boul. St-Sylvain, St-Vincent-de-Paul, Laval. Inhumation au cimetière de St-Vincent-de-Paul, Laval. Le salon sera ouvert à 10 h lundi matin.

1er ANNIVERSAIRE

RASPA, ANTONIO

À la mémoire d'un papa très cher et d'un grand ami décédé soudainement le 28 avril 2000 pour rejoindre maman. Ta mémoire est gardée dans mon cœur, dans mes pensées et dans mes prières pour toujours.
Je t'aime,
Johanne

20e ANNIVERSAIRE



COUTURE, Pierre
1950 - 1981

20 ans déjà et nous pensons à toi si souvent. À ta façon d'être présent; À tes réparties remplies d'humour; À tes beaux yeux bleus si profonds! À bientôt ...

Maman, Lise-Andrée, Jano, Valérie, Philippe, Marie-Pier, Marc-Antoine et Samuel.

Un don
aux œuvres du Cardinal Léger exprime vos condoléances et aide les plus pauvres du monde; ceux d'ailleurs et ceux d'ici.
Utilisez les cartes dans les maisons funéraires. Nous enverrons votre message de sympathie à la famille éplorée.
Pour information: (514) 495-2421



Photo de famille des boursiers 2001 de la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse, avec le maire Pierre Bourque derrière, le président de la fondation Camille Gagnon à gauche, sa directrice générale Marguerite Blais à droite, en compagnie de Raymond Bachand, président de la première campagne de financement qui a permis de recueillir plus de deux millions de dollars.

La Fondation du maire de Montréal a cinq ans

17 nouveaux boursiers et deux millions en caisse

DENIS LAVOIE
« J'AVAIS PAS d'argent, mais des idées plein la tête », de dire avec émotion Michelle Secours, entrepreneure de 25 ans qui a pu se lancer en affaires il y a trois ans grâce à une bourse de la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse.

« Encourager et donner des outils aux jeunes, c'est une bonne façon de dynamiser et de solidifier la société. Ce dont les jeunes ont besoin, ce n'est pas d'un espoir pour l'avenir, mais d'un espoir pour le présent », a ajouté M^{me} Secours, applaudie par les jeunes boursiers qui participaient cette semaine, en compagnie de chefs d'entreprises chevronnés, au déjeuner du cinquième anniversaire de la Fondation du maire de Montréal. Ce dernier a donné son salaire de maire comme mise de fonds.

Le président de la fondation, Camille Gagnon, président d'Innovatech, a dit que 205 entreprises ou

projets culturels avaient bénéficié des 1 154 075 \$ investis par la fondation, créant 603 emplois chez les jeunes de 18 à 35 ans à faible revenu. La santé de ces entreprises est bonne, car 81 % des projets financés il y a trois ans fonctionnent toujours.

La directrice générale de la fondation, Marguerite Blais, a souligné la participation bénévole des gens d'affaires, soit quelque 80 personnes qui se sont investies dans cette mission de démarrage d'entreprises diversifiées, créées par des jeunes souvent sans autres ressources que leurs talents.

L'engagement du milieu des affaires dans cette fondation a été important avec plus de deux millions recueillis lors de la première campagne de financement. Cet argent provient pour une bonne part de Développement Canada (450 000 \$ sur trois ans) et d'entreprises (1,5 million) comme la Banque Nationale, Bell, le Fonds de solidarité FTQ, Saputo, Imperial Tobacco, etc. S'ajoutent à ces dons, de nom-

breuses ententes pour soutenir les jeunes gens d'affaires: Centre de suivi du Service d'aide aux jeunes entrepreneurs Montréal métro et de la Jeune Chambre de commerce de Montréal, Club d'affaires SAJE, clubs des jeunes entrepreneurs, Info-site, Service d'assistance canadienne aux organismes, Centre d'intégration par le multimédia (CyberCap), Microsoft.

L'implication personnelle des gens d'affaires est importante avec la création du Cercle des gouverneurs qui peut déjà compter sur des personnalités comme André Bérard, Robert Bexton, Pierre Boivin, Michel Crête, Guy Crevier, Paul Delage Roberge, Lise Watier, à titre de personnes ressources.

Le maire Pierre Bourque a souligné l'encouragement de ceux qui ont appuyé son idée dès le début, tout particulièrement le ministre Martin Cauchon, l'un des rares

hommes politiques à avoir cru à ce projet.

Les boursiers 2001 sont Mathieu Boisclair, Jean-Sébastien Lessard et Frédéric Simard, de Normadlog; George Krump et Stéphane Laporte, de Slap; Rosario Burno, de Cosmic Girl; Luc Parlavecchio, de Cap Organisation; Éliane Kinsley et Éric Sauvé, de E & E Design; Béatrice Calmel, de Musky; Samuel Beaudoin et Daniel Girard, de SOE technologies; Gérard Augustin fils, Salomé Élibert et Ronald Fillion Mallet, de Nordic attitude design; Yassine Santissi, de Inertia tel; Fady Atallah et Ralph Dfoumi, de Blue Sponge; Dominique Mahé et Antoine Noël, de Motion Longboards.

À ces jeunes entrepreneurs s'ajoutent les boursiers du volet culturel qui sont Aziz Tabah, Éric Lamontagne, Jean-Yves Roux, le tandem Nadya Blanchette et Pierre Simard, Pascale Lavoie, et le groupe formé d'Isabelle Allard, Patric Dostie, Danielle Richard et Martin Robert.

Le stress met en péril la santé des femmes

Les facteurs de risque liés à la maladie sont différents chez les hommes

ALEXANDRE SIROIS

C'EST EN partie parce que les femmes sont plus susceptibles d'éprouver du stress qu'elles sont plus fréquemment aux prises avec de nombreux problèmes de santé, révèle le rapport annuel sur la santé rendu public hier par Statistique Canada.

Selon le rapport, les facteurs de risque liés à la maladie sont différents chez les hommes et les femmes. Les hommes sont davantage portés à boire, à fumer et à faire de l'embonpoint. « Par contre, les femmes ressentent un stress plus intense au foyer et au travail, situation qui est associée à l'apparition de maladies chroniques », indique l'enquête.

Les femmes devancent les hom-

mes dans le cas de tous les paramètres qui définissent le stress, tels que sélectionnés par Statistique Canada. Au pays, 45 % des femmes jugent qu'elles essaient d'entreprendre trop de choses en même temps, contre 38 % des hommes. Parallèlement, 16 % des femmes (contre 14 % des hommes) ressentent trop de pression pour être comme les autres, alors que 32 % (contre 27 % des hommes) se sentent la cible de trop d'attentes de la part des autres.

Les femmes ont aussi plus souvent le sentiment que le travail à la maison n'est pas apprécié (à hauteur de 16 % contre 8 % des hommes), et 12 % des femmes s'estiment trop critiquées par les autres, contre 11 % des hommes. Tout en livrant ces données, qui datent de

1994-1995, l'étude dévoilée hier a permis de poser des diagnostics. « Quatre ans plus tard, les femmes qui ont été exposées au stress ont une plus grande tendance à développer certaines maladies », a expliqué Kathryn Wilkins, analyste principale à Statistique Canada.

Pourquoi tant de stress chez les femmes? Karen Messing, professeure au département des sciences biologiques de l'UQAM, a fait des recherches sur la santé des travailleuses. Elle montre du doigt les responsabilités familiales et les horaires de travail souvent bouleversés. « Si on travaille sur appel ou on a un emploi précaire, c'est très difficile de concilier notre horaire de travail avec le soutien de notre famille », a-t-elle expliqué. Et la conciliation travail-famille est sur-

tout la responsabilité des femmes. C'a une influence sur le niveau de détresse psychologique. On le voit dans nos études. »

Danielle Julien, professeure au département de psychologie de l'UQAM, a pour sa part rappelé que les femmes apprennent très tôt à « surveiller les réactions » de leur entourage. « On sait que les femmes sont très vite socialisées à porter attention aux autres très tôt dans leur éducation, a-t-elle dit. C'est parce qu'on s'attend à ce qu'elles deviennent des mères et qu'elles prennent soin des autres. »

cyberpresse.ca Le rapport intégral de Statistique Canada peut être consulté à partir de www.cyberpresse.ca/femmes

Le professeur Roch Denis à la tête de l'UQAM

MARC THIBODEAU

LE PROFESSEUR Roch Denis, qui deviendra, à moins d'un improbable revirement, le successeur de Paule Leduc à la tête de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), entend s'attaquer en priorité au problème d'image dont souffre, selon lui, l'institution.

« L'UQAM est méconnue dans le public alors qu'il s'agit d'une institution sans pareille », a indiqué jeudi M. Denis, joint à Paris où il agit depuis 1999 comme secrétaire général du Centre de coopération interuniversitaire du Québec.

Le professeur de sciences politiques, qui a fondé la Fédération des professeurs d'université du Québec au début des années 90 alors qu'il dirigeait le syndicat des professeurs

de l'UQAM, se dit « très heureux » que la communauté universitaire lui fasse confiance pour relever ce « grand défi ».

Le comité de sélection du nouveau recteur a annoncé mardi qu'il recommanderait au conseil d'administration de l'université de retenir la candidature de M. Denis, qui a obtenu 50 % des voix lors d'une consultation interne, contre 32 % pour son adversaire, Mireille Mathieu, doyenne de la faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal.

Le conseil d'administration doit se réunir le 1er mai pour finaliser sa position et transmettre sa recommandation à Québec en vue d'obtenir l'imprimatur du gouvernement.

M. Denis entend gérer l'institution en veillant notamment à pré-

server son caractère « inclusif ». « L'UQAM doit relever à la fois le défi de l'accessibilité et de la qualité », note le professeur, qui insiste sur le fait que l'université a permis à un grand nombre d'étudiants de milieu moins nantis d'avoir accès à un enseignement supérieur.

Le professeur, qui se réjouit du réinvestissement découlant de la signature du contrat de performance avec le ministère de l'Éducation, promet par ailleurs de veiller à ce que l'UQAM et les universités en général bénéficient d'un financement public adéquat.

Le secteur privé, note-t-il, est « totalement bienvenu » s'il souhaite soutenir l'institution, qui peut tout à fait, selon lui, s'engager dans des partenariats de ce type sans pour autant compromettre « son intégrité ou sa nature ».

L'arrivée prochaine de M. Denis à la tête de l'UQAM est accueillie avec joie par le syndicat des professeurs de l'institution, qui avait exceptionnellement décidé d'abandonner sa neutralité traditionnelle dans la course au rectorat pour appuyer la candidature du politologue.

« C'est la joie et le bonheur ici après les années noires de l'administration Leduc », a déclaré le président du syndicat, Marc Lagana, qui dit être en parfaite harmonie avec la vision de l'institution défendue par M. Denis.

« Nous allons pouvoir délaissier le syndicalisme de combat contre une administration avec laquelle nous sommes en désaccord pour un syndicalisme de consolidation. C'est beaucoup plus positif », dit M. Lagana.

Après Phoenix, Porky, cochon obèse

Agence France-Presse

LONDRES — Après Phoenix, le veau immaculé, la presse britannique s'est jetée hier avec délectation sur Porky, un cochon vietnamien de dix ans, franchement laid et obèse, objet à son tour de reportages innombrables.

Phoenix, 14 jours, a été sauvé de la peine de mort, imposée à tout bétail vivant à proximité d'un lieu infecté, après avoir miraculeusement échappé une première fois à l'abattage de son troupeau, sa mère comprise.

Mais les conséquences de cette « faiblesse » n'ont pas entraîné. Les médias ont dé-

couvert une autre victime innocente : Porky.

Porky a fait l'objet d'un examen, il n'a pas la fièvre aphteuse. Mais il vit à 3 kilomètres d'une ferme infectée et la législation impose son abattage.

« Mais il n'a jamais quitté notre maison, ni même l'enceinte du jardin », a plaidé George Stone, 78 ans, propriétaire de la bête. Sa fille lui a offert Porky il y a 10 ans. Le porcelet avait alors 6 semaines. Il s'est depuis transformé en une masse de 114 kilos, affublée d'une mine renfrognée et d'un poil noir et dru.

L'affaire Phoenix a-t-elle fait craquer Blair ?

Agence France-Presse

LONDRES — Un adorable petit veau devenu l'idole des médias a-t-il à lui seul contraint le gouvernement britannique à changer sa politique d'abattage du bétail ? Downing Street le dément, mais la presse le suppute.

L'affaire Phoenix a passionné la Grande-Bretagne pendant toute la semaine, le veau de 14 jours donnant un visage émouvant aux deux millions d'animaux abattus en deux mois au nom de la lutte contre la fièvre aphteuse.

Le bébé a survécu à l'abattage de tout un troupeau, blotti pendant cinq jours contre le cadavre de sa mère dans une ferme du Devon.

De quoi faire fondre le cœur d'un pays d'amoureux des bêtes, et susciter la passion des médias. Mais cela a-t-il suffi à changer la politique du gouvernement ?

Une bonne partie de la presse britannique en était persuadée hier, liant l'émoi public autour de Phoenix à l'annonce impromptue par Downing Street, tard mercredi soir, d'un relâchement de sa politique d'abattage massif.

Les animaux a priori sains vivant à proximité d'une ferme infectée ne seront plus systématiquement tués et Phoenix « aura la vie sauve », avait alors proclamé un porte-parole du premier ministre Tony Blair.

« En quelques heures, la stratégie britannique de lutte contre la fièvre aphteuse a été inversée, et l'abattage obligatoire est soudain devenu sélectif », relevait hier le *Daily Mail*.

La hantise d'une image désastreuse, celle du sang sur la blanche toison de Phoenix, aurait donc pesé davantage que les arguments des éleveurs réclamant depuis des semaines une modération des abattages au nom de leur survie économique.

Le gouvernement nie farouchement avoir — comme cela lui est régulièrement reproché — été davantage préoccupé par

l'image que par la substance du dossier.

« La politique du gouvernement n'est pas dictée par le sort d'un seul animal », s'est défendu le ministre de l'Agriculture, Nick Brown.

Downing Street a fait état de toute une série de réunions tenues, comme preuve que la nouvelle politique était étudiée de longue date et fondée sur des critères scientifiques, à commencer par l'essoufflement de l'épidémie.

Mais il semble bien que Phoenix ait au moins poussé le gouvernement à précipiter l'annonce de la décision, au prix d'une confusion certaine. Nick Brown a reconnu ne pas être informé de la grâce accordée au petit veau, le soir même où Downing Street en faisait état.

La nouvelle est tombée fort opportunément 14 minutes avant les grands journaux télévisés du soir, les députés n'étant pour leur part officiellement informés que le lendemain.

Le quotidien populaire *Mirror*, qui s'appretait à lancer une campagne nationale pour sauver Phoenix, a changé sa une en toute hâte pour voir finalement dans la survie du veau « le symbole de l'espoir pour tous ceux touchés par la crise » (de la fièvre aphteuse).

D'où le soupçon émis depuis par l'opposition conservatrice : Phoenix doit la vie sauve au maître de la communication de Downing Street, Alastair Campbell, qui a compris tout la valeur politique de la blancheur immaculée du veau.

Mais Phoenix, c'est déjà du passé, et le *Times* titrait hier sur Porky, un porc ventru domestique de dix ans que ses propriétaires, retraités écossais, refusent à leur tour de laisser abattre. L'animal, 114 kilos, a le poil raide et noir et l'air buté. « Je ne suis peut-être pas aussi mignon, Tony, mais que vais-je devenir ? » interroge l'animal à la une du quotidien.

SOLDE D'OUVERTURE nouvelle surface LAVAL



299,99 \$

TENTE
Kestrel
Modèle 2000 . 2 places
Courant : 399 \$



44,99 \$

SAC À LA TAILLE
Courant : 64,99 \$
* bouteilles non incluses



59,99 \$

PANTALON CONVERTIBLE
Courant : 89,99 \$
LA PHOTO PEUT DIFFÉRER

L'ÉVÉNEMENT
THE NORTH FACE

79,99 \$

TRIPLE DIV LOW et VENTANA
Courant : 139,99 \$



QUANTITÉS LIMITÉES

KAKI
PLEIN AIR

Montréal • 6575 rue St-Denis • (514) 274-7122

BEAUBIEN

Laval • 1680, Boul. de L'Avenir (Une rue à l'est de l'angle St Martin et le Corbusier) • (450) 681-9859 • 1-800-363-1101

Joliette • 67, place Bourget Nord • (450) 753-5332 • 1-800-268-7332

Spéciaux disponibles Laval/Montréal/Joliette en vigueur jusqu'au 2 mai 2001